

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Réglementation des Appellations d'origine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 décembre 1927, à 14 heures

PAR

Jeanne MARCY

<i>Président . . .</i>	M. HITIER
<i>Suffrageants</i> }	M. PERREAU
	M. Maurice PICARD



PARIS
IMPRIMERIE DE LA PRESSE FRANÇAISE
144, rue Montmartre

—
1927



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547905_0035

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITE DE PARIS

La Réglementation des Appellations d'origine

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 3 décembre 1927, à 14 heures

PAR

Jeanne MARCY

Président . . M. HITIER

Suffrageants } M. PERREAU
M. Maurice PICARD



PARIS

IMPRIMERIE DE LA PRESSE FRANÇAISE
144, rue Montmartre

—
1927

*« La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs. »*



La Réglementation des Appellations d'origine

INTRODUCTION

L'importance attachée à l'origine de certains produits est un fait incontestable.

Aussi loin que nous remontions dans l'antiquité, nous voyons que, déjà, des villes, des régions produisaient des spécialités dont la renommée était universelle. On attachait un grand prix aux parfums d'Arabie, aux tissus de Tyr, à sa verrerie et à sa pourpre, on recherchait les statuettes de Tanagra, les vins de Chio et de Palerme, les huîtres du lac de Circé, les métaux des Iles. Plus près de nous, aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, célèbres sont les jambons de Mayence, le cidre de Normandie, les tapisseries d'Aubusson, les confitures de Tours, les ardoises d'Angers. Et, aujourd'hui plus que jamais, la France s'est fait parmi tous les autres peuples une place à part en répandant sur le marché des produits remarquables. Leur qualité, leur beauté, leur raffinement leur assurent une supériorité invincible, et cette qualité, cette beauté,

ce raffinement sont attestés par leur origine. Les vins de Champagne, de Bourgogne et de Bordeaux sont parmi les plus réputés du monde entier. Les pâtés de Strasbourg, les berlingots de Carpentras, les fromages de Roquefort, les prunes d'Agen, l'eau de Vittel, les huîtres de Cancale, les tissus de Lyon, les dentelles du Puy, les couteaux de Thiers sont particulièrement recherchés, et longue serait la liste, si on la voulait complète, de tous les produits qui, du seul fait de leur provenance, jouissent d'une réputation nationale et internationale.

Cette réputation donne à tous ces produits une place privilégiée sur le marché économique, parce qu'elle leur procure des débouchés nationaux et internationaux auxquels les produits courants ne peuvent prétendre. C'est là une manifestation du libre jeu de la concurrence. Des produits courants, ordinaires ou moyens ne peuvent rivaliser efficacement avec des produits dont l'origine est connue; cet élément apporte un caractère de spécialité à ces derniers produits qui suffit bien souvent à leur donner la préférence du public. On sait que c'est là une garantie de meilleure qualité, la célébrité n'étant le fruit que d'une supériorité réelle dont la renommée s'est transmise de génération en génération. Et nombreux sont ceux qui ne veulent consommer que les produits connus, qui attachent à l'origine une importance primordiale, ne serait-ce que par besoin de confort, de raffinement, sans parler parfois d'un besoin de snobisme. Nous savons bien par exemple toute la consommation des mets et des vins les plus recherchés que

fait, dans les grands restaurants de Paris, une clientèle riche, avide de plaisir et de luxe. Et ainsi, inévitablement, un fossé se creuse entre les produits de choix et les produits courants.

L'origine donne donc un privilège de fait. Privilège entièrement justifié d'ailleurs parce qu'il correspond à une supériorité certaine de la production. Qu'elle ne soit qu'une indication de provenance — prunes d'Agen, huîtres de Marennes — ou qu'elle soit l'indication de provenance et l'indication implicite d'un procédé de fabrication (champagne, roquefort), l'appellation d'origine garantit la qualité du produit. Car la réputation qui l'accompagne repose en réalité sur des données scientifiques, qu'il s'agisse de produits naturels, ou qu'il s'agisse de produits fabriqués. Dans telle région de la France, les conditions climatiques donnent à ses productions une saveur unique; dans telle source des Alpes ou d'Auvergne, la composition chimique donne aux eaux des propriétés médicamenteuses qu'elles seules possèdent. Ou bien encore ce sont les procédés de fabrication qui, fruits d'une vieille expérience renouvelée par les découvertes théoriques modernes, en ce qu'ils sont des usages locaux et régionaux, donnent à l'origine une portée spéciale.

L'origine se trouve être ainsi un élément du produit, dont le caractère est particulièrement intéressant à mettre en relief d'un point de vue économique. Le produit est jeté sur le marché accompagné d'une appellation qui lui confère une « régionalité », si l'on peut dire. C'est l'indication d'un lieu de provenance

géographique (ville ou région) avec tout ce qu'il implique d'usages commerciaux. Et c'est en même temps une particularité qui appartient équitablement à tous les produits qui sortent du même lieu ou de la même région. L'origine est une caractéristique collective — c'est un droit de propriété collectif — dont l'emploi appartient à plusieurs, mais uniquement dans les limites de la ville ou de la région.

Mais si l'origine confère ainsi un privilège de fait au détriment des produits courants, il est facile de concevoir que, dans la lutte économique, ces derniers vont chercher à combattre le libre jeu de la concurrence par des procédés peut-être plus ou moins honnêtes. Bien vite des usurpations, des contrefaçons vont se répandre. Dans le commerce vont se trouver des produits provenant, soi-disant, de telle région, de telle localité. Et, sous le bénéfice de cette appellation fallacieuse, vont s'écouler des produits qui n'ont rien que de très ordinaires.

Le danger est grave. Il est nécessaire de le réprimer. Le temps n'est plus où le commerçant, le fabricant pouvait faire sa police lui-même, et où il se chargeait de couler les bateaux de ceux qui tentaient de découvrir l'origine de ses produits fameux. Le temps n'est plus où chaque corporation avait un règlement très étroit, et où chaque empiètement valait à son auteur des sanctions très sévères. Aujourd'hui, nous vivons sous un régime de liberté économique, il n'y a plus de corporations; le commerce est libre, la fabrication est libre, au moins d'une façon générale. Il faut protéger l'appellation d'origine; pour qu'elle

garde sa valeur, il faut que son emploi soit toujours véridique et sincère.

Cette protection, il appartient au législateur de l'assurer. Et cela dans un triple intérêt.

Tout d'abord il faut veiller à l'intérêt du consommateur lui-même. Il est juste que celui qui veut se procurer une marchandise de tel endroit parce qu'il en connaît la renommée, quitte à consentir pour elle un prix supérieur à celui que lui aurait coûté une simple marchandise sans origine, ait droit à ne pas être trompé. La confiance du consommateur est parfois illimitée, rien n'est plus équitable que d'empêcher les usurpateurs et les contrefacteurs de tromper cette confiance.

Bien plus grand encore est l'intérêt des producteurs. Si la protection de l'appellation d'origine comporte pour eux l'obligation de ne jamais employer qu'une appellation véridique, cette obligation présente de gros avantages. Tous les producteurs se trouvant dans la nécessité de faire un usage loyal de l'appellation, la concurrence qui joue entre eux est une concurrence loyale, ils n'ont à craindre ni ruse, ni tromperie.

C'est une garantie de la sécurité du marché, et c'est une garantie de loyauté de la concurrence tout à la fois qu'apporte cette protection.

Enfin, l'intérêt national lui-même est en jeu. La situation commerciale actuelle nous commande d'imposer le respect des appellations d'origine, respect fondé sur une réputation séculaire, et nécessaire pour fortifier l'essor de notre commerce international. La

France, pour ses produits à l'origine fameuse, possède des débouchés considérables. Peu de pays peuvent rivaliser avec elle dans cette production de raffinement et de luxe. Plus l'appellation d'origine sera protégée, mieux nous imposerons nos produits, en dépit de la production en grande série de nos rivaux.

Seulement, il faut le reconnaître, le problème de cette protection n'est pas sans soulever de grosses difficultés. Comment faut-il l'organiser, c'est-à-dire quels principes faut-il admettre comme fondement de cette notion d'origine ?

L'appellation d'origine, nous l'avons dit, est l'indication d'un lieu de provenance géographique. Encore faut-il déterminer les limites de ce lieu. Est-ce une région, une ville, une commune, dont les limites géographiques seraient en même temps les limites économiques ? Faut-il englober dans l'appellation d'origine tout le territoire administratif du même nom, et en exclure tout autre ? Evidemment, non. Les possibilités de production d'un pays ne peuvent pas se modeler exactement sur sa délimitation administrative.

Souvent la renommée d'une contrée est due à ce fait que, dans un endroit déterminé — parfois très restreint — on a créé dans certaines conditions un produit doué de qualités spéciales et très recherché. Les producteurs avoisinants l'ont imité, et bientôt toute la région apte à donner le même produit revêtu des mêmes qualités s'y est consacrée. L'appellation

sous laquelle on avait présenté le produit primitif s'est naturellement appliquée à tous les produits obtenus dans les mêmes conditions, créant ainsi au profit des producteurs privilégiés une désignation caractéristique, indépendante de la situation géographique. Tantôt c'est seulement une fraction de commune, un lieu dit, qui a pu profiter de l'appellation célèbre (par exemple: cru de la Romanée-Conti, en Bourgogne), tantôt c'est la commune entière (Roquefort), et tantôt plusieurs communes environnantes en ont bénéficié (Sauternes).

Une première difficulté résulte de cette constatation. Qui fixera les limites des territoires ayant droit à une appellation ? Faut-il procéder administrativement et établir ces limites une fois pour toutes ? Vaut-il mieux les déterminer par voie législative ? Faut-il plutôt laisser aux juges le soin de fixer le droit des intéressés lors des contestations qui leur seront soumises ?

Mais, une fois cette première question résolue, une autre se pose, beaucoup plus délicate, beaucoup plus complexe. Qui va bénéficier de la protection admise dans ces limites ? L'accordera-t-on indistinctement à tout le monde, à tous les produits, ou bien établira-t-on une sélection ? Il s'agit de savoir comment on peut comprendre la notion d'origine.

Une appellation d'origine est destinée à distinguer parmi les autres les produits issus d'une région déterminée. Mais cette provenance est-elle suffisante pour

certifier l'excellence d'un produit ? Ne faut-il pas, en outre, qu'il ait été obtenu à l'aide de certaines matières premières, et dans certaines conditions ? Pour mieux apprécier la portée de cette question, prenons un exemple qui nous montre comment un produit — tout ce qu'il y a de plus naturel — est obtenu, et quels facteurs entrent en ligne de compte. Recherchons par exemple comment naissent ces grands crus de France qui vont porter à travers le monde notre entrain et notre gaiété.

Le vin, c'est le jus de la vigne.

Mais, la vigne, c'est un terme très large. La seule « espèce européenne » contient plus de mille variétés ou cépages. Toutes ces variétés ne se valent évidemment pas. Certaines produisent des vins d'une exquise finesse et d'un bouquet très recherché, alors que d'autres donnent naissance à des vins très courants. Encore faut-il ajouter à toutes ces variétés les cépages étrangers introduits en France à la suite de la terrible crise phylloxérique qui ravagea nos vignobles. Ces cépages, beaucoup plus rustiques, beaucoup plus résistants que les nôtres, sont originaires d'Amérique, et ils produisent en grande abondance des vins de très mauvaise qualité. On a essayé de croiser nos cépages avec les cépages américains, mais on n'est arrivé qu'à des résultats médiocres. On a évité le goût désagréable des cépages américains, mais on n'a pas acquis la finesse des nôtres. Ces croisements ont donné naissance aux hybrides franco-américains qui sont au niveau de nos cépages les plus courants.

On l'a dit souvent : « Aux grands vins les grands

cépages ». Seuls les cépages très fins donnent les vins très fins; mais ils sont d'un rendement très faible et exigent des soins incessants, ce qui explique la cherté de leurs produits.

Le cépage est donc le premier, le facteur essentiel de la production du vin. Mais il n'est pas le seul. D'autres éléments entrent en ligne de compte, au premier rang desquels il faut placer le sol, le climat et l'exposition.

Tous les sols ne sont pas également bons pour la culture de la vigne. La vigne aime les sols caillouteux, secs, bien aérés, et qui absorbent la chaleur. La présence de silice donne une grande finesse aux vins; les calcaires produisent des vins très bouquetés. Au contraire, les terres compactes, humides, ne sont pas du tout favorables à la vigne. Les terres de plaine, terres à blé, à cultures maraîchères peuvent être d'un grand rendement, mais ne donnent que des vins de qualité très courante.

Le climat et l'exposition jouent aussi un rôle très important. La vigne exige une certaine quantité de chaleur pour mûrir, et une certaine sécheresse; elle se plaît surtout sur les côteaux, d'où viennent nos meilleurs crus.

A la suite de ces constatations, il faut encore en ajouter une autre: A chaque cépage convient un milieu différent. Certains cépages donnent d'excellents vins quand ils sont plantés dans les terrains qui leur conviennent et des vins ordinaires ailleurs.

Mais ce n'est pas encore tout. Certains grands crus sont obtenus en mélangeant dans des proportions déter-

minées deux ou plusieurs cépages complémentaires les uns des autres. Et dans certains cas les pratiques culturales sont essentielles au maintien des caractères du vin. C'est ainsi que pour faire le sauternes on utilise les raisins cueillis parfois grain à grain, lorsqu'ils sont atteints de la « pourriture noble ».

Indépendamment de tous ces facteurs de production, certains vins exigent toute une série de manipulations avant d'être livrés à la consommation. Nous voulons parler du champagne.

Le vin destiné à devenir du champagne est recueilli au sortir du pressoir dans de grandes cuves sans couvercle. Les matières solides qu'il renferme tombent au fond de la cuve; on le soutire alors, et on recommence la même opération au début de l'hiver. Puis on mélange des vins différents pour obtenir le meilleur bouquet. Au printemps, a lieu la mise en bouteilles, après avoir évalué la quantité de sucre nécessaire pour amener la formation de gaz carbonique. Le vin fermente et il se forme du gaz carbonique; c'est la dissolution de l'acide carbonique emprisonné dans la bouteille qui donne la mousse caractéristique du vin de Champagne.

La fermentation provoque des dépôts qui troublent le vin. Pour les faire disparaître, on place les bouteilles sur des pupitres, le goulot incliné: c'est la mise sur pointes. De petites secousses sont imprimées quotidiennement à la bouteille pendant un certain temps, le dépôt descend sur le bouchon. On procède alors à l'opération du dégorgage. Un ouvrier, qui doit être très habile, débouche la bouteille dans une position

inclinée, laisse partir le dépôt et redresse la bouteille.

On ajoute alors de la liqueur faite avec du vin de Champagne renfermant en dissolution du sucre de canne très pur, pour rendre au vin le sucre que la fermentation lui avait fait perdre. On remplit la bouteille et on la bouche solidement. Puis on la revêt d'une coiffe dorée, et elle est alors prête à être vendue et consommée.

Plusieurs conceptions de la notion d'origine ont été proposées dont la directive est une étude analytique de plus en plus approfondie des faits. Les uns se montrent très larges et jugent suffisant qu'un produit soit originaire de telle contrée réputée pour mériter d'être protégé. Pour eux, l'origine géographique est le seul fait à considérer. Cette façon de voir s'impose d'elle-même quand il s'agit de produits purement naturels tels que les eaux minérales, les huîtres, par exemple. Mais dès que l'effort de l'homme contribue à la qualité du produit, il n'en est plus de même.

Une autre conception repose sur une idée toute différente de la notion d'origine. Elle admet que tous les produits qui sortent d'une même région ne se valent pas, certains usages de production ayant, de longue date, affirmé leur supériorité. Par de patientes recherches, des observations judicieuses, des sélections savantes, les producteurs sont arrivés à livrer sur le marché des produits remarquables, d'une beauté, d'une finesse ou d'une saveur uniques. Ces produits ont à eux seuls valu la renommée d'un pays.

Il n'est que juste de leur faire une place à part et d'admettre que, seuls, les produits acquis dans les mêmes conditions, suivant les usages reconnus par tous, puissent se glorifier du nom fameux.

Une troisième conception se montre bien plus rigoureuse. Non contente d'exiger la réunion de certains facteurs de production, en dépendance très étroite avec le lieu de provenance, elle réglemente les détails techniques de fabrication, et exige l'utilisation d'un outillage industriel bien déterminé. Cette conception est protectrice au plus haut point des qualités substantielles du produit, elle veut pouvoir vérifier si sa composition est absolument conforme au type qu'elle a adopté. Pour ne pas s'écarter de ce type, elle supprime la liberté et l'initiative du producteur, et s'oppose à tout renouvellement des méthodes de fabrication, renouvellement qu'elle juge pernicieux à la valeur de la production.

Comment a-t-on résolu le problème de la réglementation des appellations d'origine en législation et en jurisprudence, que valent les solutions adoptées, quels sont leurs résultats ? Telles sont les questions que nous voulons étudier.

Puis nous essaierons de dégager l'état de la protection des appellations d'origine en droit international.

HISTORIQUE

La première loi uniquement consacrée à la protection des appellations d'origine est de date très récente. Elle remonte seulement au 6 mai 1919. Ce n'est pas à dire qu'auparavant on ait négligé de protéger l'origine des produits, mais c'était incidemment ou indirectement qu'il en était question, à l'occasion de lois ayant un autre but. Nous mentionnerons donc très rapidement les différentes étapes de cette réglementation pour en arriver à l'étude de la loi du 6 mai 1919 et du régime qu'elle a instauré.

Sous l'ancien régime, aucune loi générale n'est intervenue en cette matière. Point n'en était besoin, d'ailleurs. Le régime des corporations avec son organisation très étroite ne permettait guère les usurpations, et les différentes corporations se chargeaient de se surveiller entre elles. Des procès perpétuels sanctionnaient les empiètements, ils se réglaient par des décisions d'espèces, sévères et radicales; les contrefacteurs ou usurpateurs étaient punis d'amendes, les marchandises litigieuses confisquées et lacérées en cas de récidive. Cependant, pour certaines marchandises extrêmement connues et réputées, tels les draps de Louviers ou ceux de Sedan, des décrets intervinrent qui punissaient rigoureusement les contrefacteurs.

La Révolution de 1789 faisant table rase des ins-

titutions de l'ancien régime, s'empessa d'abolir les corporations et leurs cadres rigides pour proclamer la liberté du travail, la liberté du commerce, la liberté de la fabrication et permettre le progrès.

Le principe était beau, mais bien difficile à appliquer. On s'en aperçut vite et, dès l'an XI, une première loi entravant cette liberté était promulguée. Elle protégeait les marques de fabrique et considérait comme illicite le fait d'apposer sur un produit le nom d'une ville précédé des mots « Façon de » quand le produit n'était en réalité pas originaire de cette ville. Cette loi édictait des sanctions très sévères, aussi ne fut-elle pas appliquée en fait.

Le premier texte véritablement important est la loi de 1824 (1), relative aux altérations ou suppositions de noms sur les produits fabriqués.

Article Premier. — « Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement, ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

« Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en

(1) Du 28 juillet 1824.

circulation des objets marqués de noms supposés ou altérés. »

D'abord on pensa que la protection de cette loi ne s'étendait qu'aux produits manufacturés, à l'exclusion des produits agricoles et des industries extractives. Peu à peu, on l'appliqua à des produits du sol, mais très exceptionnellement. Ce furent d'abord et surtout les vins qui profitèrent de cette extension, à cause de la préparation qu'ils nécessitent.

Laissant sans défense les produits purement naturels, la loi de 1824 était insuffisante. Elle régla cependant le *modus vivendi* pendant près d'un siècle.

On peut, il est vrai, noter la loi du 23 juin 1857 sur les marques de fabrique et de commerce qui, dans son article 20, déclare ses dispositions applicables « aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture ». Mais elle ne s'appliquait pas aux produits désignés par leur seule origine géographique; ainsi, la lacune subsistait.

Ces lois avaient pour but principal la protection du producteur. En 1905, un nouveau texte intervint, visant cette fois la protection du consommateur et la répression des fraudes. Cependant, cette loi protégeait aussi l'origine des produits; elle punissait d'emprisonnement quiconque avait trompé le contractant sur l'origine du produit, lorsque la désignation de l'origine, faussement attribuée, devait être considérée comme la cause principale de la vente.

M. Plaisant, commentant cette loi, écrivait :

« La loi nouvelle tend avant tout à établir la

loyauté dans les transactions commerciales entre acheteur et vendeur. La protection de l'appellation d'origine ne doit être envisagée que comme un heureux incident de procédure qui permet au vendeur de choses semblables ou à un syndicat de faire connaître à la faveur d'une constitution de partie civile, l'atteinte au droit d'un tiers. »

L'article 11 prévoyait des règlements d'administration publique « sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi ». Le législateur s'en remettait au pouvoir exécutif du soin de fixer les limites des régions de provenance, mais le Conseil d'Etat déclina cette mission d'arbitre. Il déclara qu'il n'avait pas qualité pour procéder à des délimitations régionales.

A la suite de ces difficultés, un projet de loi fut déposé par M. Cazeneuve, le 29 juin 1907, et devint la loi du 5 août 1908, destinée à affirmer la compétence du pouvoir exécutif pour procéder aux délimitations. En exécution de la loi nouvelle parurent successivement les décrets de délimitation de 17 décembre 1908 (Champagne), 1^{er} mai 1909 (Cognac), 25 mai 1909 (Armagnac), 18 septembre 1909 (Banyuls), 28 avril 1910 (clairette de Die), 17 février 1911 (Bordeaux), 7 juin 1911 (Champagne 2^e zone).

La méthode de délimitation administrative des territoires ayant droit à une appellation d'origine se trouvait ainsi établie; elle ne donna pas satisfaction.

Quelques-uns des décrets furent bien accueillis, mais généralement ils déchaînèrent de véritables guerres intestines, notamment en Champagne, car la

Marne seule était comprise dans la délimitation, à l'exclusion de l'Aube. Entre ces deux régions, ce fut pendant plusieurs années une lutte acharnée et désastreuse. Le Bordelais, lui aussi, était en proie à des troubles graves.

La situation était critique, il importait d'y remédier. Un projet de loi fut déposé par M. Pams, ministre de l'Agriculture, le 30 juin 1911, et posait le principe suivant : Le droit à une appellation géographique résulte d'usages locaux établis à l'égard de certains produits en raison de leur origine, ainsi que de leur nature, de leur composition et de leurs qualités substantielles. Ces usages doivent présenter le double caractère d'être loyaux et constants.

Mais ce projet ne fut pas adopté sous cette forme. Il suscita de longues discussions et des changements y furent plusieurs fois apportés.

La Commission d'Agriculture de la Chambre supprima les mots « composition » et « qualités substantielles », mais les rétablit ultérieurement. M. Dariac disait, à la suite d'une enquête personnelle dans les départements intéressés :

« Les mots « leur composition et leurs qualités » substantielles » qui figuraient dans le projet de loi gouvernemental ont été rétablis. Ce n'est qu'après un examen attentif de la question que votre commission a pris cette décision. Elle a estimé qu'il convenait de protéger la qualité du produit, et cette addition a d'ailleurs été demandée par les syndicats viticoles et par la plupart des syndicats commerciaux. On ne peut songer évidemment à imposer un type de

vin spécial, uniforme pour chaque cru; mais il semble qu'en dépit des conditions extérieures dans lesquelles un vin sera produit, il conservera ses qualités distinctes s'il est obtenu dans le même sol, avec les mêmes cépages qui ont fait sa renommée et lui donnent ses mérites. »

Cependant, les viticulteurs redoutaient que la question d'authenticité d'origine ne soit primée par la question de composition et de qualité du produit. Diverses modifications furent apportées à l'article premier; les mots « qualités substantielles » furent éliminés. A la suite de cette suppression, M. Clémentel écrivait :

« Il n'en résulte pas que les tribunaux devront se baser uniquement sur la recherche de l'origine pour apprécier la légitimité de la dénomination employée. »

Et, un peu plus loin, il disait :

« Si la Chambre repousse les mots « qualités substantielles », les tribunaux interpréteront vraisemblablement le mot « nature » comme représentant l'ensemble des qualités du produit. »

Mais, finalement, le mot « nature » fut supprimé lui aussi.

Ces discussions se prolongèrent jusqu'en 1914 et, la guerre survenant, la question resta en suspens; il fallut attendre jusqu'en 1919 pour obtenir une solution. Ce fut l'objet de la loi du 6 mai 1919.

La loi du 6 mai 1919

relative à la protection des appellations d'origine

Cette loi rassemble toutes les dispositions ayant trait aux produits d'origine. C'est elle qui, actuellement encore, sert de fondement à la protection de nos appellations, réserve faite des modifications apportées par la loi du 27 juillet 1927 à certains de ses articles. Nous allons la parcourir en réservant pour un examen plus approfondi les principes posés par l'article premier.

La loi de 1919 instaure un régime nouveau en créant séparément un système de répression civile et un système de répression pénale. Il est équitable en effet de pouvoir se défendre contre des gens qui, sans intention frauduleuse, parfois même de bonne foi, n'en causent pas moins à autrui un préjudice appréciable.

Elle substitue en outre au régime des délimitations administratives un régime de délimitations judiciaires. Ces tribunaux sont désormais chargés de décider lors des contestations qui leur sont soumises, à quels territoires s'appliquent les appellations litigieuses.

C'est à la réglementation des actions civiles qu'est

consacrée la première partie de la loi (articles 1 à 7).

L'article premier accorde une action en justice à tous ceux au préjudice desquels une appellation d'origine est appliquée sans droit.

Le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel le produit a été obtenu. La demande est dispensée du préliminaire de conciliation, instruite et jugée comme en matière sommaire (art. 2).

Les articles suivants prévoient une publicité de la demande justifiée par les dispositions de l'article 7. Il faut que tous ceux qui ont un intérêt au procès puissent intervenir.

La Cour de cassation dispose de pouvoirs étendus, elle a qualité pour examiner si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article premier (art. 6).

L'article 7 dispose que les jugements seront opposables, non seulement aux parties en cause, mais à tous ceux qui se trouvent en réalité intéressés, à tous les habitants de la commune ou de la fraction de commune usant de l'appellation (1).

Les articles 8 et 9 traitent des actions correctionnelles.

Lorsque la question de propriété de l'appellation d'origine aura été définitivement réglée par la juridiction civile, s'il est passé outre ultérieurement à cette décision, des poursuites correctionnelles pourront être intentées contre les producteurs ou les commer-

(1) Cf. Tribunal civil de Bar-sur-Aube, 11 mars 1921, fascicule III, page 14.*

cants visés, qui deviendront alors des délinquants et seront passibles des pénalités prévues (1).

Nous arrivons ensuite aux dispositions s'appliquant spécialement aux vins et eaux-de-vie (articles 10 à 15).

L'article 10 pose un principe très important :

« Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public. »

Que faut-il donc entendre par une appellation à caractère générique ? C'est une appellation qui s'est détournée de son sens primitif. Elle a commencé par désigner un produit originaire d'un pays, d'une région, d'une commune déterminés : le bleu de Prusse, l'eau de Cologne, le savon de Marseille, les choux de Bruxelles, et doué de qualités particulières. Peu à peu, la composition du produit l'emportant sur l'origine, l'appellation a fini par désigner un procédé de fabrication plutôt qu'un lieu de provenance. On en a usé pour des produits sortant de n'importe où, mais d'une certaine nature. Elle est devenue une indication de genre dont tout le monde peut se prévaloir (2) « la dénomination unique et nécessaire du produit ».

C'est cette transformation que le législateur a

(1) Cf. Tribunal correctionnel d'Auxerre, 11 mai 1922, fascicule IV, page 35.*

(2) Cependant la cour d'appel de Milan a jugé le 3 juillet 1924 que l'emploi par un fabricant italien de la dénomination « savon de Marseille » pour désigner ses produits était abusif. Cf. fascicule IX, page 4.*

voulu éviter en édictant l'article 10. En aucun cas l'appellation « champagne » ou l'appellation « cognac » par exemple, ne pourront désigner autre chose que des vins sortant de Champagne ou des eaux-de-vie originaires de Cognac. Mais lorsqu'il ne s'agit plus de produits vinicoles, les tribunaux sont libres d'apprécier si l'appellation géographique a ou n'a plus une signification d'origine.

Notons à ce sujet un jugement rendu par le tribunal de Saint-Affrique, le 21 décembre 1921 (1) ; il a déclaré que l'appellation « roquefort » n'avait pas un caractère générique, mais désignait bien un produit d'origine, les habitants de cette commune ayant toujours manifesté leur volonté d'en user exclusivement.

Au contraire, la Cour d'Orléans a admis, dans une décision en date du 20 janvier 1926 (2), que l'appellation « camembert » était tombée dans le domaine public par suite de l'abandon des intéressés qui ne se sont pas opposés à l'emploi qu'on en faisait pour désigner des fromages de diverses origines. Le « camembert » désigne donc actuellement un genre de fromages, et non plus le lieu d'origine de ce fromage.

Les articles 11 et 14 s'occupent des déclarations imposées aux récoltants et distillateurs qui veulent bénéficier d'une appellation d'origine.

L'article 12 prévoit la tenue, pour les personnes faisant le commerce en gros des vins et eaux-de-vie et plus généralement pour toute personne ayant un

(1) Cf. Dalloz 1922, II, 81.

(2) Cf. fascicule XI, page 62.*

compte de gros avec la Régie, d'un compte d'entrées et de sorties pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française.

Sur ce compte seront inscrites, au fur et à mesure des réceptions et des livraisons, et sans aucun blanc, les quantités de marchandises reçues ou expédiées, ainsi que l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées (1).

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles devront être inscrites en sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

Ce compte spécial a pour but d'empêcher le négociant qui a inscrit à l'entrée 100 hectolitres de vin sous l'appellation médoc, par exemple, de faire sortir de ses magasins plus de 100 hectolitres de vins sous cette même appellation, ou sous l'appellation plus générale de vins de bordeaux, à laquelle ils ont également droit (2).

Par application de l'article 13, les vendanges des

(1) Cf. Cour d'appel de Dijon, 28 décembre 1922, fascicule V, page 19.*

Les inscriptions à faire figurer sur le compte d'entrées et de sorties devront être faites « de suite »; ces deux mots doivent être pris, selon la cour de Dijon, non dans le sens de « à la suite », mais dans celui de « immédiatement ».

(2) Cf. Tribunal correctionnel de Dijon, 28 mai 1921, fascicule III, page 16.*

Cf. Cassation, chambre criminelle, 4 mai 1922, fascicule IV, page 34.*

récoltants qui vendent leurs produits avec appellation d'origine doivent circuler avec un titre de mouvement mentionnant cette appellation. En fait, on ne l'exige pas pour les vendanges circulant sur le territoire même de la commune où elles ont été récoltées. Il peut arriver que la commune n'ait pas droit dans sa totalité à la même appellation, mais, dans ce cas assez rare, la fraude serait facilement découverte.

Les distillateurs qui font les déclarations requises acquièrent le droit à cette appellation si elle n'est pas contestée dans le délai d'un an. Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, mais qui ne proviennent pas des régions comprises dans les décrets de délimitation des 1^{er} et 25 mai 1909 (cognac et armagnac) devront être logées et manipulées dans des locaux séparés. On peut les déplacer, elles donnent lieu à délivrance de titres de mouvement portant mention de l'appellation que l'expéditeur entend leur attribuer, mais avec la réserve que cette appellation ne leur a pas encore été reconnue. Et, en toutes circonstances, elles doivent rester isolées des locaux où se trouvent d'autres eaux-de-vie.

Les articles suivants contiennent des dispositions spéciales aux vins mousseux (articles 16 à 21).

Les récoltants et fabricants ayant le droit, en vertu du décret du 17 décembre 1908, de donner à leurs vins mousseux l'appellation « champagne », doivent emmagasiner, manipuler et complètement maintenir leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés de ceux contenant des vendanges ou des vins auxquels cette dénomination ne s'applique pas.

Cela ne veut pas dire que les vins mousseux ayant droit à l'appellation « champagne » doivent être séparés, même des vins rouges récoltés en Champagne. La loi a voulu éviter une fraude, par conséquent cette obligation ne s'étend qu'aux vins susceptibles d'être confondus avec les champagnes.

Les vins mousseux que l'on veut vendre comme champagne, mais qui n'ont pas encore un droit certain à cette appellation, devront être emmagasinés dans des locaux spéciaux, distincts de ceux où sont logés les vins de Champagne et tous autres vins susceptibles d'être confondus avec des vins de Champagne. Mais, au bout d'un an, ou s'il y a contestation, lorsqu'une décision judiciaire définitive est intervenue, l'obligation du local séparé cesse : Ou bien le droit à l'appellation « champagne » est reconnu, et les vins mousseux peuvent être logés dans les mêmes locaux que les champagnes ; ou bien cette appellation est reconnue mal fondée, et ces vins, comme les vins ordinaires, n'ont plus besoin d'être placés dans des locaux spéciaux.

Un délai de trois mois est accordé par l'article 18 aux commerçants ayant fait, depuis le 1^{er} avril 1914, le commerce des vins ayant droit à l'appellation champagne et celui des vins n'y ayant pas droit pour emmagasiner dans des locaux séparés les vins mousseux.

L'article 19 admet par exception l'introduction dans les locaux séparés des vins destinés à la consommation familiale des récoltants ou fabricants.

Enfin, au sortir des magasins spéciaux, les bouteilles de vins mousseux ayant droit à l'appellation « champagne » devront être revêtues d'une étiquette

portant le mot « champagne » en caractères très apparents. La même obligation existe pour les caisses ou emballages contenant ces bouteilles, et pour les bouchons, qui devront porter le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Tous les vins mousseux sans appellation d'origine doivent être mis en vente dans des bouteilles portant l'étiquette « Vin mousseux » en caractères très apparents. De même, les bouteilles contenant des vins dont l'effervescence a été obtenue, même partiellement, par une addition d'acide carbonique, doivent porter l'étiquette « Vin mousseux gazéifié ». La distinction est ainsi très nette entre les vins mousseux ayant droit à l'appellation « champagne, vouvray, saumur » et les vins sans origine.

Les articles 22 et 23 organisent les pénalités inhérentes aux infractions prévues par la loi. L'article 23 les qualifie de délits, si bien que, pour toutes ces infractions, l'initiative des poursuites appartient au Ministère Public.

L'article 24 abroge certains textes antérieurs, et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ces textes. Il spécifie toutefois que les producteurs, fabricants et négociants des régions précédemment délimitées pourront invoquer à titre de présomption légale les dispositions des décrets leur donnant le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Cette loi s'applique à l'Algérie et aux colonies.

LES PRINCIPES DE L'ARTICLE PREMIER DE LA LOI DU 6 MAI 1919

L'article premier, avons-nous dit, accorde une action en justice à tous ceux au préjudice desquels une appellation d'origine est appliquée sans droit. Ce sont les tribunaux qui sont chargés de décider quand une appellation est ou n'est pas employée à juste titre. Question délicate ! Sur quels principes vont-ils se guider pour rendre leurs décisions ?

L'article premier nous répond : L'action en justice est accordée lorsqu'une appellation d'origine est appliquée à un produit « contrairement à l'origine de ce produit ou à des usages locaux, loyaux et constants ». Voilà le principe adopté par la loi du 6 mai 1919 comme fondement de la notion d'origine.

Cependant, cette définition ne nous semble pas très satisfaisante, car dans son extrême concision elle ne nous renseigne pas suffisamment sur la portée des termes qu'elle emploie.

Une première question se pose : Quel sens faut-il donner aux usages locaux, loyaux et constants mentionnés par la loi ? S'agit-il des usages de production, ou simplement des usages géographiques destinés à étendre — ou à restreindre — l'emploi d'un nom géographique désignant un produit d'origine ? (1).

(1) Si l'on admet que les usages locaux, loyaux et constants visés par la loi sont pris dans le sens de : usages de production, les usages géographiques s'y trouvent naturellement compris.

En même temps que celle-ci, une autre question surgit : La loi crée-t-elle une alternative quand elle parle d'appellation appliquée contrairement à l'origine du produit *ou* à des usages locaux ? Veut-elle dire qu'il suffit de remplir une de ces deux conditions pour répondre aux exigences prévues par la loi et avoir droit à une appellation ?

Ou plutôt, n'est-ce pas un cumul qu'elle établit en donnant la faculté au demandeur d'intenter une action en justice lorsque l'une ou l'autre des conditions prévues ne sera pas remplie ?

Sous une autre forme, voici comment le problème se pose : La loi du 6 mai 1919 a-t-elle voulu établir un système très souple de protection des appellations d'origine reposant sur ce principe : Il faut et il suffit qu'un produit soit originaire d'une région pour avoir droit à une appellation ?

Ou bien a-t-elle voulu adopter ce principe plus strict : Il faut qu'un produit soit originaire de tel endroit, et de plus qu'il ait été obtenu conformément à certains usages de production locaux, loyaux et constants, pour avoir droit à une appellation d'origine ?

La lecture de l'article premier nous laisse assez embarrassés pour résoudre ce problème. Il est très important pour nous de l'étudier soigneusement puisqu'il règle actuellement encore le statut normal de nos appellations d'origine. Aussi croyons-nous utile de nous éclairer en recherchant quel sens lui a été donné, d'abord en doctrine, et surtout en jurisprudence, et quels arguments les uns et les autres ont invoqués à l'appui de leur opinion.

Tout d'abord, nous trouvons pour nous renseigner le rapport présenté par M. Jenouvrier lors de l'adoption du projet de loi par le Sénat. Expliquant la formule définitivement adoptée, il s'exprimait en ces termes :

« Pour triompher dans son action, le demandeur devra établir que le produit naturel ou fabriqué auquel on a donné une appellation d'origine n'y a pas droit, soit parce qu'il n'est pas né ou n'a pas été fabriqué dans la commune ou la région dont on lui donne le nom, soit parce que les usages locaux, loyaux et constants ne l'ont pas assimilé aux produits nés ou fabriqués dans la commune, ou la région même, dont le nom lui est appliqué. »

Il nous semble bien que M. Jenouvrier soutenait ainsi le premier système, et que pour lui les usages visés par la loi de 1919 c'étaient strictement les usages modifiant l'aire géographique. C'est ainsi que l'a aussi compris la cour d'appel de Paris. Dans les considérants d'un célèbre procès en date du 16 février 1923, que nous aurons l'occasion d'étudier avec soin, elle s'appuyait sur ce rapport de M. Jenouvrier pour fixer le sens de l'article premier et elle consacrait le système de l'origine géographique, condition nécessaire et suffisante du droit à une appellation.

Pourtant, il est très curieux de remarquer que nous trouvons ces mêmes paroles de M. Jenouvrier invoquées pour soutenir l'opinion opposée — à savoir, que l'origine et les usages de production sont cumulativement nécessaires pour l'obtention du droit à ap-

pellation d'origine (1). Et, dernièrement encore, M. Clémentel disait aussi, rappelant la formule établie par M. Jenouvrier :

« Il est évident que, dans son esprit, les usages locaux, loyaux et constants comprenaient deux choses : l'origine géographique — première condition nécessaire — et l'ensemble des caractères que confèrent à un vin notamment le cépage qui l'a produit et le sol où il a été cultivé. »

Ces contradictions nous montrent combien il est dangereux de ne pas insister sur le sens des expressions dont on se sert, et sur leur portée.

Précisément, à cause de l'indécision qu'il suscite, l'article premier n'a pas manqué de commentateurs. Les uns sont partisans du premier système, les autres au contraire soutiennent l'opinion opposée.

Parmi les premiers, relevons l'interprétation de M. Guérillon. Dès 1919, il écrivait :

« Les termes usages locaux, loyaux et constants s'appliquent à une extension possible de la rigoureuse circonscription géographique et non pas, comme on pourrait être tenté de le croire, à une appréciation quelconque de la nature ou de la qualité du produit portant l'appellation d'origine. »

Dans le même sens, M. Marcel Plaisant écrivait un peu plus tard :

(1) Cf. note sous Dijon, 26 février 1923. Sirey, II, 101. L'annotateur considérait que d'après M. Jenouvrier, le fait pour une appellation d'être conforme au lieu d'origine est inopérant si elle est contraire à un usage local.

« En posant l'alternative entre l'origine d'une part, et les usages locaux, loyaux et constants, d'autre part, la loi entend fonder le droit à l'appellation d'origine sur la situation géographique tout d'abord, ce qui est l'évidence même, et, en outre, sur les coutumes établies qui ont pu agrandir ou déplacer l'assiette d'usage du nom. Nous ne sommes pas en présence d'une double condition, mais d'une faculté d'extension du droit au nom basée sur des usages qui débordent hors de la circonscription géographique. »

Mais nous trouvons aussi des partisans du système du cumul obligatoire, par exemple M. Chesnay, conseiller à la cour d'appel de Paris, commentant un jugement rendu par le tribunal de Saint-Affrique le 21 décembre 1921 (1). Notons aussi un débat entre M^e Aubépin et l'avocat général Dreyfus, dans lequel chacun commentait l'article premier (2). M^e Aubé-

(1) Cf. note sous Dalloz 1922, II, 81, dont nous extrayons certains passages.

« Le législateur a-t-il voulu soumettre les appellations d'origine à l'une seulement de ces deux conditions : ou bien l'origine territoriale, ou bien les droits acquis par les usages locaux, loyaux et constants ?... Cette distinction radicale entre les deux classes d'appellations, celles qui sont fondées sur l'origine géographique d'une part, et celles qui résultent des usages locaux, d'autre part, semble trop absolue... On est constamment amené à reconnaître que les deux éléments des appellations d'origine, l'origine territoriale d'une part, les usages locaux, loyaux et constants d'autre part, ne peuvent être complètement séparés l'un de l'autre dans chacune des deux classes d'appellations prévues par la loi. Ils se complètent, au contraire, et pour ainsi parler, se pénètrent. Une appellation territoriale ne saurait s'appliquer à un produit qui ne possède pas certaines qualités essentielles, et une appellation ayant pour base les usages se rattache à une origine territoriale à laquelle les usages ont donné une certaine extension. »

(2) Cf. Paris 16 février 1923. *Gazette du Palais* 1923, I, 367.

pin soutenait que l'article premier formulait une alternative en faveur du demandeur, et que, par conséquent, le défendeur devait démontrer la conformité de l'appellation dont il usait : 1) avec l'origine ; 2) avec les usages. L'avocat général Dreyfus soutenait — et fit triompher — l'opinion contraire.

Relevons encore l'interprétation de M. Maxime Toubeau (1). Pour lui, l'article premier laisse toute latitude aux tribunaux, les juges ayant à son égard la plus grande liberté d'appréciation.

De ces commentaires variés et contradictoires, quelle conclusion pouvons-nous tirer ? Uniquement celle-ci : l'article premier, résultat de deux tendances opposées, a été rédigé de façon telle que chacun puisse croire, avec un peu de bonne volonté, que son opinion triomphait. Mais le sens insuffisamment précisé de cet article devait donner lieu à de sérieuses difficultés.

Comment les juges en présence de ce texte allaient-ils trancher les litiges qui leur étaient soumis ? C'est ce que nous allons rechercher en étudiant les principales décisions rendues à son sujet, et les raisons qui les ont motivées ; mais, ici encore, nous trouvons de la variété et des contradictions.

Relevons d'abord les décisions exigeant le cumul de l'origine et des usages de production.

La première espèce intéressante à étudier date du 21 décembre 1921. Elle a été jugée par le tribunal de

(1) Cf. Maxime Toubeau: « La protection des appellations d'origine », page 13.

Saint-Affrique et est relative au fromage de Roquefort (1).

Le fromage de Roquefort, universellement connu et estimé, est fabriqué dans la commune de Roquefort avec le lait des brebis qui paissent l'herbe sèche du plateau des Causses. Sa saveur si connue est due à ce fait qu'on l'affine dans des caves spéciales, formées par les éboulis de la montagne du Combalou et parcourues par un courant d'air naturel, froid et humide, dû aux fissures de la montagne.

Or, la réputation mondiale dont jouit le roquefort n'a pas été sans exciter la convoitise des régions environnantes, moins favorisées, et sans inciter à la fraude des fabricants désireux de profiter de cette célébrité. Deux genres de fraude étaient pratiqués. La première consistait à vendre, sous le nom de « roquefort », du fromage obtenu avec du lait de brebis, mais affiné dans des communes autres que celle de Roquefort.

Le second, au contraire, était de vendre, sous le nom de « roquefort », du fromage réellement originaire de Roquefort, mais fabriqué avec du lait de vache et non plus avec du lait de brebis. Il est pourtant admis, de temps immémorial — et le Congrès de la Croix-Blanche tenu à Paris en 1909 l'a encore déclaré — que « le roquefort doit être préparé avec du lait de brebis exclusivement ».

C'est une fraude du premier genre dont le tribunal de Saint-Affrique avait à connaître :

(1) Cf. jugement précité.

Un fabricant des environs de Roquefort — de la commune de Labadié — prétendait employer l'appellation « roquefort » pour désigner ses fromages affinis dans les caves de Labadié jouissant de qualités similaires à celles de Roquefort. Mais le tribunal ne fit pas droit à sa demande, estimant que, pour que fût méritée une appellation d'origine, deux groupes de conditions étaient cumulativement exigés : l'origine géographique d'abord et, ensuite, les usages de production locaux, loyaux et constants. Or, ces usages sont établis de telle façon que, depuis des siècles — une charte du roi Charles VII en date du 15 septembre 1457 les reconnaissait déjà — la seule industrie fromagère de Roquefort jouit de la propriété industrielle du nom de roquefort. Le tribunal de Saint-Affrique ne met pas un instant en doute que la loi nouvelle n'ait, à son tour, voulu consacrer ces usages locaux, loyaux et constants.

Dans le même sens, nous trouvons un jugement en date du 26 février 1923, rendu par la Cour de Dijon (1). Il s'agissait, en l'espèce, du droit au nom la « Romanée-Conti », célèbre cru bourguignon. Un propriétaire habitant la même section cadastrale de la commune et possédant un cru, les « Chaumes », bon, mais moins réputé toutefois, voulait bénéficier de cette appellation. En 1919 et 1920, faisant à la mairie de Vosne-Romanée la déclaration de la récolte provenant de son cru des Chaumes, il manifesta la

(1) Cf. Sirey, 1923, II, 101.

volonté de lui attribuer l'appellation d'origine « Les Chaumes, section C, dite de la Montagne et de la Romanée-Conti ».

Les propriétaires du cru la « Romanée-Conti » protestèrent et la Cour de Dijon fit droit à leur demande, considérant que la loi de 1919 donne aux intéressés la faculté de s'opposer à ce qu'une appellation soit appliquée à leur détriment et contrairement à l'origine réelle du produit ou à des usages locaux, loyaux et constants. « De ces deux conditions alternativement prévues par la loi, l'une seule, indépendamment de l'autre, suffit à fonder l'action. » Or, il est incontestable que « depuis un temps immémorial dépassant beaucoup par son recul celui actuellement susceptible d'être contrôlé à l'aide des témoignages humains » les seuls possesseurs du cru dénommé « La romanée-conti » ont eu le monopole de cette appellation.

Donc, l'appellation d'origine les « Chaumes, section C, dite de la Montagne et de la Romanée-Conti » est « contraire aux usages que la loi de 1919 a donné aux tribunaux comme directive et cause à elle seule déterminante de leurs décisions ». C'est pourquoi la Cour n'hésite pas à réformer la décision rendue en sens contraire par le tribunal de Beaune le 30 mai 1922 qui, dit-elle, « a omis de se référer aux dispositions de la loi du 6 mai 1919 ».

D'ailleurs, la Cour de Dijon, après avoir adopté cette interprétation de la loi de 1919, y apporte des justifications pratiques :

« Attendu... qu'une veine spéciale de terrain dans

lequel le cépage se nourrit, ou une exposition particulière qui favorise la maturation de ses fruits suffit, en Bourgogne, à constituer une différence essentiellement appréciable entre les vins de crus voisins et même limitrophes; »

C'est encore la même opinion qui triomphe devant le tribunal de Tonnerre, le 27 juillet 1923 (1). Il s'agissait du droit à l'appellation « chablis ». Le tribunal déclara que

« ... l'origine d'un vin et, par suite, son appellation, sont déterminées par le climat, les procédés de culture et de vinification, le mode de plantation (en côtes, en plaine ou sur plateau), l'exposition, mais surtout le cépage et la nature du sol. »

et que l'usage consistant à vendre, sous une appellation donnée, des vins provenant de cépages ou de terrains autres que ceux dont les produits ont fait la réputation de ladite appellation, serait un usage déloyal.

Relevons encore deux espèces jugées, l'une devant le tribunal civil de Narbonne, le 2 juillet 1923, l'autre devant le tribunal civil de Carcassonne, le 6 juillet 1923, et ayant trait à la définition du vin des Corbières (2). Ces deux tribunaux estimèrent que la loi du 6 mai 1919, malgré la suppression des mots « nature » et « qualités substantielles » n'avait pas voulu soumettre les appellations à une de ces deux seules conditions : l'origine territoriale ou la consécration

(1) Cf. fascicule VI, page 33.*

(2) Cf. fascicule VII, page 49.*

de droits acquis par des usages locaux, loyaux et constants; et que l'expression « origine » ne devait pas être prise dans un sens purement géographique, mais dans le sens d' « aire de production ».

C'est pourquoi ces tribunaux décidèrent que les vins des Corbières devaient provenir de cépages déterminés (grenache, picpoul, carignans, terrets noirs ou cépages similaires) et remplir certaines conditions relatives au mode de production.

Voici donc une jurisprudence assez abondante en faveur des usages de production. Mais, il faut le reconnaître, ces décisions sont inspirées surtout par un esprit d'équité, et par les idées généralement admises sur la notion d'origine; elles n'examinent pas le texte de très près.

En face de ces jugements, nous en trouvons d'autres dans lesquels le texte étudié attentivement est appliqué au pied de la lettre. Nous allons voir que la conclusion à laquelle on arrive alors est différente, et que l'origine géographique seule y est prise en considération.

Parmi les plus importants, relevons un jugement du tribunal de Bordeaux relatif à l'appellation « sauternes » (1).

Divers propriétaires des communes de Budos, Pujols, Cérons et Podensac s'étaient appropriés l'appellation « sauternes ». La société civile du Château

(1) Cf. Tribunal de Bordeaux, 6 février 1922. *Gazette du Palais* 1922, I, 466.

d'Iquem, la commune de Sauternes et le syndicat de Sauternes et Barsac les assignèrent. Le tribunal donna gain de cause à ces derniers, considérant que le nom de « sauternes » était leur propriété (1).

Deux procès d'un intérêt plus décisif encore étaient soumis l'année suivante, le 16 février 1923, à la cour d'appel de Paris (2). Il s'agissait, dans les deux cas, de contestations élevées au sujet de la délimitation de la Champagne viticole. La Cour décida d'une part que l'arrondissement entier de Bar-sur-Aube, la commune d'Arcouville et celle des Riceys avaient droit à l'appellation « Champagne » et, d'autre part, que plusieurs communes, telles celles de Laudreville, Avivey-Mingey, etc., devaient se voir refuser ce même droit.

Dans les considérants de ces arrêts, nous trouvons

(1) « Attendu que, rompant avec les moyens antérieurs de protéger la production en réprimant la fraude, le législateur de 1919 a voulu consacrer un droit de propriété sur les appellations d'origine au profit de ceux à qui, dans les lieux de production était due la renommée du produit ; que, supprimant les conditions de nature, de similitude, de qualités substantielles ou de valeur comparative, il a manifesté sa volonté protectrice des intérêts et avantages spéciaux et inhérents à chaque centre de production, en soumettant les appellations à l'une de ces deux seules conditions : l'origine territoriale, ou la consécration de droits acquis par des usages locaux, loyaux et constants ; qu'il en découle cette double conséquence : que le nom du lieu d'origine, pris comme appellation, doit appartenir tout d'abord aux productions de ce lieu, et que pour autoriser une extension quelconque de cette appellation, il ne faudra considérer que les manifestations d'une notoriété, dans ces mêmes lieux, exempte de fraude et de clandestinité, avec une continuité démontrée d'un emploi ininterrompu de la dénomination, sans qu'il y ait lieu de s'inspirer des mérites du produit ni de sa valeur intrinsèque ou commerciale. »

(2) Cf. *Gazette du Palais* 1923, I, 367.

un commentaire de l'article premier extrêmement intéressant et précis :

« Considérant que le texte ci-dessus cité (article premier, loi du 6 mai 1919) établit une disjonction formelle entre ces deux conditions (origine et usages) et en exclut le cumul; ... que l'appellation d'origine apparaît donc comme dépendant essentiellement du lieu de naissance ou de fabrication du produit et que les usages locaux ne sont admis qu'en raison de l'assimilation factice par eux établie avec le lieu de provenance;

« Considérant que la nouvelle législation exclut pour la fixation des appellations d'origine toute recherche relative à la composition du produit, à sa fabrication et, d'une façon générale, à ses qualités substantielles; qu'elle impose comme unique condition la conformité de la dénomination soit avec l'origine réelle du produit, soit, par extension, avec une appellation locale résultant d'usages indéniables; que le fait géographique doit donc, à l'exclusion de toute autre justification, être pris en considération et qu'à son défaut sont admis à y suppléer les usages présentant les garanties requises de loyauté et de constance; »

Ces deux procès portés devant la Cour de cassation recevaient une solution définitive les 26 et 27 mai 1925 (1) et la Cour Suprême consacrait le principe suivant :

Pour qu'un produit naturel ou fabriqué ait droit

(1) Cf. *Gazette du Palais* 1925, II, 245.

à une appellation d'origine, il faut et il suffit qu'il ait été obtenu dans le lieu d'origine, ou que, s'il provient d'une région limitrophe, il ait été assimilé aux produits d'origine par des usages constants et loyaux. La loi du 6 mai 1919 n'exige pas la réunion de ces deux conditions.

Ces arrêts fixaient définitivement la jurisprudence et, depuis lors, tous les litiges soumis aux tribunaux reçurent la même solution.

La façon dont les juges s'expriment est d'ailleurs remarquable. C'est ainsi que nous relevons deux décisions du tribunal de Bordeaux, en date du 21 juin 1926, tout à fait significatives à cet égard (1). Elles sont relatives, l'une à l'appellation « margaux », l'autre à l'appellation « médoc », qu'on avait attribuées à des vins obtenus avec des cépages inférieurs à grand rendement. Le syndicat girondin de défense contre la fraude, le syndicat de Margaux et les syndicats viticoles du Médoc assignèrent les producteurs de ces vins d'hybrides pour leur voir interdire ces appellations. Mais le tribunal les débouta de leurs demandes, bien à regret. Écoutons-le plutôt :

« Quelque regrettable que puisse être la complantation de plants inférieurs, mais à rendement productif, de nature à faire naître de légitimes suspicions préjudiciables à la renommée de nos grands vins, il est certain que, dans l'état actuel de la législation, nul texte n'impose au propriétaire jouissant d'une appellation territoriale de ne cultiver, en vue de la déno-

(1) Cf. fascicule XII, page 59.*

mination d'origine de leurs vins, que des cépages déterminés et limités à ceux d'un usage local et constant de la région; »

En réalité, l'interprétation donnée par la Cour de cassation était absolument conforme à un texte qui laisse une incertitude après la première lecture, mais auquel un examen attentif donne un sens certain. La loi de 1919 avait donc adopté la conception la plus large de la notion d'origine, conception d'après laquelle une appellation d'origine est l'indication pure et simple d'un lieu de provenance géographique, indépendamment de toute condition qualitative du produit.

Est-ce à dire que ce principe donne entièrement satisfaction et qu'il soit suffisant pour défendre nos produits célèbres dans le monde entier ? Malheureusement non, et à l'abri de cette législation des abus de toute sorte se sont produits. Signalons notamment en ce qui concerne les vins, que des producteurs désireux de tirer profit d'une situation inespérée n'ont pas hésité à planter dans les régions de nos meilleurs et de nos plus célèbres crus des cépages inférieurs, de ces fameux hybrides franco-américains produisant des vins très ordinaires en très grande abondance, dans les terres de plaines, terres humides, excellentes pour les cultures maraîchères, mais nullement qualifiées pour la culture de la vigne. Sans aucun scrupule, ils ont revêtu les vins obtenus dans ces déplorables conditions de l'étiquette connue du monde entier. Et

même, dans certaines régions de grands vins blancs, on a planté des cépages rouges ordinaires qu'on vinifie ensuite en blanc, pratique contraire à tous les usages de vinification jusqu'alors admis, mais rendue possible grâce à la loi de 1919.

Que faut-il donc penser de cette loi, ou plutôt de son article premier, qui contient la déclaration de principe ? Cet article, nous l'avons vu, a été l'objet de longues discussions et de nombreuses critiques. Pour arriver à un vote définitif de la loi, on a rédigé un texte de transaction laissant à chacun la possibilité de croire que sa façon de voir prévalait. Cela est si vrai qu'actuellement encore certains partisans du système du cumul qui ont voté la loi de 1919 affirment qu'on a faussé le sens de l'article premier. Le résultat auquel on est arrivé a été de tolérer des pratiques qui, certes, n'auraient été défendues par personne si on les avait prévues et soumises au Parlement lors des travaux préparatoires : car, prolongées un certain temps, elles aboutiraient à des résultats désastreux. Nos appellations seraient rapidement discréditées, en France comme à l'étranger, et parmi les premières victimes il faut compter ceux qu'une loi de protection des appellations d'origine tend justement à protéger : les producteurs de choix.

La conclusion à laquelle nous arrivons, c'est que la notion d'origine protégeant uniquement un lieu de provenance géographique ne répond ni à la conception que nous nous faisons d'un produit d'origine, ni aux intérêts économiques de la collectivité, ni à ses intérêts moraux.

Appendice. — Avant d'abandonner l'étude de l'article premier, il nous reste à élucider un point de très grande importance pratique. C'est celui de savoir à quelle condition les usages invoqués devant les tribunaux doivent être considérés comme possédant les caractères requis par la loi, et dans quels cas ils sont insuffisants.

Cette question a été soulevée et résolue dans de nombreux litiges. En cette matière, les tribunaux jouissent d'un grand pouvoir d'appréciation, mais, en toutes circonstances, ils ont montré les mêmes exigences, qu'ils aient considéré ces usages comme usages de production ou comme usages purement géographiques.

Il faut, comme le disait l'avocat général Dreyfus, que ce soit « des pratiques anciennes, répétées, uniformes, faciles à constater et qui, précisément, à raison de ces divers caractères, ont fini par s'imposer ».

Au contraire, « les échos incertains de la renommée générale dans le pays, les habitudes prises dans certains milieux commerciaux ou sur des marchés en dehors du cercle provincial intéressé seront délibérément écartés. Malgré l'autorité de celui qui les transmet, ou le prestige du centre d'affaires d'où ils émanent, de tels usages ne sont pas locaux ». (M. Plaisant.)

Ce sont ces principes dont les tribunaux ont fait application dans leurs décisions (1).

(1) Nous relevons à titre d'exemple des passages d'un arrêt rendu par la Cour de Bordeaux le 19 mars 1923 (cf. *Gazette du Palais* 1923, II, 19) et nous renseignant d'une façon très intéres-

« Ce n'est pas tant le nombre que la concordance, l'uniformité, la constance des usages qui caractérisent la légitimité de l'emploi de l'appellation. » (1.)

Dans son audience du 6 juillet 1925, la Cour de cassation déclare que lorsqu'une commune a été, depuis le XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, désignée généralement sous une dénomination qui a toujours été donnée à ses vins, il y a là des usages locaux, loyaux et constants qui permettent de donner auxdits vins l'appellation d'origine correspondant à cette dénomination (2).

Notons encore un arrêt de la cour d'appel de

sante sur le genre de faits retenus par les tribunaux pour servir de fondement aux usages.

Il s'agissait de savoir où les habitants de Lalande, commune voisine de celle de Pomerol, avaient le droit de désigner leurs vins sous le nom de « lalande de pomerol ».

« Attendu que la preuve de cet usage consacré par la tradition résulte des nombreux documents versés aux débats, que de vieux auteurs y font allusion, que les autorités administratives et judiciaires s'adressent aux maires de la commune le désignant comme maire de la commune de Lalande de Pomerol, qu'il en était de même pour l'instituteur, qu'enfin une très volumineuse correspondance démontre cette habitude invétérée de joindre au nom de « Lalande » celui de « Pomerol », habitude également confirmée par la rédaction des actes notariés et des actes de l'état-civil.

« Que les vins, en conséquence, étant toujours désignés sous la même dénomination, certains habitants de Pomerol n'hésitaient pas à vendre les vins récoltés dans cette commune sous l'appellation « lalande de pomerol », que ces mêmes vins, sous la même dénomination, ont été exposés publiquement à Bordeaux à côté des vins de Pomerol sans soulever la moindre protestation, de telle sorte qu'il n'est pas possible de nier l'existence d'usages locaux, loyaux et constants, d'ailleurs reconnus par un jugement du tribunal de Libourne du 27 janvier 1913 qui, n'ayant pas été frappé d'appel, a acquis l'autorité de la chose jugée. »

(1) Cf. Cour de Bordeaux, février 1923.

(2) Cf. *Gazette du Palais* 1925, II, 590.

Dijon en date du 15 juillet 1925 (1) : « Attendu que les usages locaux, loyaux et constants doivent s'entendre de manifestations d'une notoriété exempte de fraude, révélant l'emploi général, continu, ininterrompu et de date ancienne, de la dénomination réclamée. » (2.)

(1) Cf. *Gazette du Palais* 1925, II, 436.

(2) Cf. dans le sens d'usages insuffisants. Bordeaux, 28 mai 1923, *Gazette du Palais* 1923, II, 311.

La loi sur le roquefort et la proposition de loi Capus

Il était à prévoir que l'état de choses établi par la loi de 1919 ne tarderait pas à être critiqué; c'est en effet ce qui se produisit. Bien avant que la Cour de cassation n'ait définitivement fixé le sens de l'article premier, les décisions contradictoires rendues par les tribunaux avaient démontré l'insuffisance du texte et le danger qu'il présentait. Des protestations s'élevèrent de différents côtés. En particulier les viticulteurs, pour qui la question présente un intérêt capital, émettaient des vœux tendant à modifier la législation en vigueur. Des projets de réforme s'élaborèrent, et plusieurs propositions de lois furent déposées. Nous retiendrons les deux plus importantes : l'une, celle du 17 mars 1925, ayant trait à une seule appellation d'origine, l'appellation « roquefort », et devenue la loi du 26 juillet 1925;

L'autre, plus générale, modifiant le principe même sur lequel est fondée la notion d'origine, et comprenant, en outre, une réglementation s'appliquant spécialement aux vins. C'est la proposition de loi présentée par M. Capus à la Chambre des Députés le 23 juin 1925.

La proposition de loi déposée par M. Balitraud le 17 mars 1925 avait pour but de définir légalement les caractères du fromage de roquefort, et de lui assurer une protection efficace contre les fraudes.

C'est une appellation célèbre entre toutes que celle du « roquefort », et qui constitue une de nos gloires agricoles. Mais, de plus, c'est une source de richesse pour toute une région en apparence déshéritée de la nature. Le plateau des Causses, impropre à toute culture, nourrit de grands troupeaux de brebis. De très bonne heure, la population sut tirer parti du lait de ces troupeaux et l'utilisa pour fabriquer un fromage marbré, affiné dans les caves naturelles formées par les éboulis de la montagne du Combalou.

Nous avons eu l'occasion de parler des fraudes auxquelles la réputation du célèbre fromage avait donné naissance. Le tribunal de Saint-Affrique condamna, le 21 décembre 1921, la fraude consistant à vendre sous le nom de roquefort des fromages originaires des environs de Roquefort. Il déclara que les usages locaux, loyaux et constants réservaient l'appellation « roquefort » aux seuls fromages fabriqués dans la commune de Roquefort.

Lorsque fut déposée cette proposition de loi, les fameux arrêts de la Cour de cassation n'avaient pas encore rendu inopérantes les décisions des tribunaux tenant compte des usages de production, et d'ailleurs la loi de 1919, même entendue dans un sens restrictif, suffisait à réprimer cette usurpation.

Cependant, un autre genre de fraudes restait pos-

sible et s'était largement répandu. Voici en quoi il consistait :

Il existe dans la région de l'Auvergne un fromage, le « bleu », présentant une grande analogie avec le roquefort au point de vue formes, dimensions et aspect. Ce fromage, fabriqué avec du lait de vache, était envoyé à Roquefort pour y être affiné. De là, il était expédié un peu partout, revêtu de l'estampille « roquefort ». Cette pratique est absolument contraire à la définition du roquefort, qui doit « être préparé avec du lait de brebis exclusivement ». Mais elle était très lucrative pour ces fabricants de bleu, car le lait de vache est moins coûteux que le lait de brebis, et tout en vendant leur fromage un peu moins cher, ils réalisaient de très appréciables bénéfices.

Par contre, les fabricants de « roquefort » authentique se trouvaient dans une situation très difficile; de plus, cette concurrence déloyale portait préjudice à la réputation du roquefort, car le « bleu » est beaucoup moins fin et beaucoup moins savoureux. Continué un certain temps, ces agissements n'auraient pas tardé à discréditer l'appellation et à provoquer une crise ruineuse pour plusieurs départements.

Les agriculteurs et les industriels de la région s'alarmèrent à juste titre, et la proposition de loi du 17 mars 1925, légèrement modifiée, devint la loi du 26 juillet 1925.

L'article premier de cette loi contient une définition du roquefort impliquant une conception de la notion d'origine extrêmement stricte. Il réglemente

étroitement la composition et les conditions de production du roquefort : c'est un fromage

a) Préparé et fabriqué exclusivement avec du lait de brebis;

b) Fabriqué et affiné conformément aux usages locaux, loyaux et constants, en ce qui concerne tant le lieu de cet affinage que la méthode employée.

Mais, remarquons-le, cette définition laisse toute latitude aux tribunaux pour apprécier en quoi consistent exactement ces usages de production locaux, loyaux et constants. La rigueur du principe est donc combinée d'une façon très heureuse avec une certaine souplesse dans son application.

L'article 2 consacre la situation de fait en ce qui concerne la production du lait de brebis. L'extension croissante de l'industrie du roquefort nécessite un apport de matière première de plus en plus considérable, et les troupeaux des Causses ne suffisent plus à l'alimenter. Il a fallu avoir recours aux troupeaux des régions limitrophes et même éloignées, c'est ainsi que les brebis de la Corse et des Pyrénées contribuent à la fabrication du roquefort. Il existe encore de nombreuses régions en France où l'élevage des brebis n'est pas pratiqué, mais pourrait l'être en présence de nouveaux besoins. C'est pourquoi l'article 2 indique que toutes les zones françaises présentant les mêmes caractéristiques de races ovines, d'herbages et de climat peuvent participer à la production du roquefort.

L'article 3 prévoit les déclarations d'usage pour quiconque entend user d'une appellation d'origine.

L'article 4 édicte des mesures nécessaires pour rendre le contrôle efficace. Pour cela, il interdit la pénétration du lait de vache dans les locaux où se font l'emprésurage du lait et la fabrication du fromage blanc, ainsi que dans les caves d'affinage.

L'article 5, plus radical, interdit la pénétration du lait de vache sur la commune de Roquefort, réserve faite des besoins de la consommation locale.

Enfin, l'article 6 traite de la répression des infractions.

La proposition de loi présentée par M. Capus à la Chambre des Députés, le 23 juin 1925, était composée d'un article unique. Elle intercalait deux nouveaux paragraphes entre le 1^{er} et le 2^e alinéa de l'article premier de la loi du 6 mai 1919.

Ses dispositions étaient doubles. Elle avait d'abord pour but de modifier la notion d'origine telle que l'avait conçue la loi de 1919. Pour cela, elle reprenait la définition de principe donnée par cette loi et la complétait en ajoutant que, dans une commune ou une région délimitée, suivant les usages géographiques, seuls les produits obtenus conformément aux usages locaux, loyaux et constants de production avaient droit à l'appellation d'origine de cette région ou de cette commune.

Mais, de plus, et c'était son second but, elle contenait des dispositions spéciales aux vins. Elle décidait que l'aire de production et l'encépagement conditionnent principalement leur appellation d'origine.

L'aire de production comprend la surface recon-

nue apte à la production de la vigne d'après la nature du sol et — dans certaines régions — l'exposition.

Le cépage, c'est la condition première de la qualité d'un vin. Chaque grand cru possède son ou ses cépages déterminés, s'adaptant particulièrement au terroir. C'est ainsi qu'on ne saurait faire du bourgogne sans le pinot fin, du sauternes sans les fameux sauvignon et sémillon mêlés de muscadelle, du pomerol ou du saint-émilion sans les cabernets, le merlot et le malbec. Dans une autre région, ces cépages donneraient peut-être de bons vins, mais non de grands vins.

Ainsi, l'assiette du vignoble, c'est l'aire de production à l'intérieur de laquelle certains cépages seuls sont aptes à la production du vin renommé.

Mais, ces exigences prévues par le texte ne sont pas limitatives. Le mot *principalement* indique que d'autres facteurs peuvent intervenir pour donner à un vin ses qualités, et il en sera tenu compte dans l'attribution de l'appellation. Par exemple, dans la fabrication du sauternes, il faut prendre en considération certaines conditions culturelles essentielles au maintien des caractères du vin, telle la cueillette des grains au fur et à mesure qu'ils sont atteints de la « pourriture noble ». De même pour certains vins, les procédés de vinification ont un rôle déterminant; c'est le cas du banyuls. Il peut aussi arriver que, dans un vignoble, certaines parcelles peu étendues aient une composition géologique différente de l'ensemble. Le vin produit par ces parcelles peut néanmoins être incorporé dans la récolte générale pourvu qu'il n'ait

pas d'influence sur l'ensemble de la production. Enfin, certains usages peuvent se modifier.

Cette proposition de loi laissait donc aux juges une grande liberté d'appréciation, absolument nécessaire d'ailleurs. Il faut de la souplesse et une certaine libéralité dans une semblable matière.

La proposition de M. Capus, renvoyée à la Commission d'agriculture, puis à la Commission des boissons, en revint un peu modifiée. Un paragraphe avait été ajouté à l'article premier. Il refusait toute appellation d'origine aux vins provenant d'hybrides producteurs directs.

Un nouvel article, l'article 2, avait trait à la Champagne; il la laissait en dehors des nouvelles dispositions et prévoyait pour elle un règlement à prendre ultérieurement. C'est l'Aube qui avait réclamé. Elle est plantée surtout en gamay, et ne voulait pas être exposée à de nouveaux procès longs et coûteux avec la Marne, où le pinot l'emporte.

Le vote de cette proposition de loi (1), ardemment

(1) Proposition de loi :

Article premier. — Au premier paragraphe de l'article premier de la loi du 6 mai 1919 sont ajoutées les dispositions suivantes :

« En outre, l'appellation d'origine d'une commune ou d'une région délimitée conformément aux dispositions du paragraphe précédent ne peut être appliquée qu'aux produits obtenus dans la région ou commune d'origine, conformément aux usages locaux, loyaux et constants.

« Pour les vins, l'aire de production et l'encépagement conditionnent principalement leur appellation d'origine : en aucun cas les vins provenant d'hybrides producteurs n'ont droit à une appellation d'origine. »

Art. 2. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables à l'appellation « champagne », dont le statut sera réglé par une loi ultérieure.

désiré par la grande majorité des viticulteurs, surtout ceux des crus renommés, resta en suspens à cause des divisions qui s'élevaient entre la Marne et l'Aube, mais nous la retrouverons en partie incorporée dans le texte de la loi du 22 juillet 1927.

L'un et l'autre de ces textes provoqués par l'insuffisance de la loi de 1919 adoptaient une même conception de la notion d'origine, conception protectrice de la qualité du produit, en décidant que si l'origine est la condition essentielle du droit à une appellation, elle n'est pas suffisante pour accorder cette appellation à un produit dénué de valeur, sous le seul prétexte qu'il sort de telle région ou de telle commune réputée. Il faut, en outre, qu'il ait été obtenu conformément aux usages locaux, loyaux et constants, pour l'appréciation desquels les juges ont une certaine latitude.

LA SENTENCE ARBITRALE DE M. BARTHE

Les discussions se prolongeaient autour de la proposition de loi de M. Capus, et la querelle entre la Marne et l'Aube ne semblait pas devoir s'apaiser, créant ainsi une situation préjudiciable aux intérêts de tout le vignoble français. Pour donner une solution à ces difficultés et faire cesser le conflit qui divisait la Champagne, on eut l'idée de recourir à un arbitre qui déciderait des bases sur lesquelles un régime équitable et satisfaisant pourrait être établi. M. Barthe, président de la Commission des boissons, fut désigné pour cette tâche délicate, et après avoir procédé à une enquête approfondie auprès des intéressés, il rendit, le 3 février 1927, une sentence arbitrale faisant table rase de décrets réglementaires et d'arrêts de justice, et précédé d'un exposé des motifs extrêmement intéressant.

M. Barthe commence par poser les principes dont s'inspirent son arbitrage, et tout d'abord il définit sa conception de la notion d'origine et de la législation relative aux appellations.

« Considérant que la législation sur les appellations d'origine a pour but, non pas de créer, pour des territoires ou des localités déterminées, un privilège donnant une plus-value factice à leurs produits, mais bien de protéger des produits qui se recommandent par leur qualité et qui, par suite d'un long usage,

sont connus de la clientèle sous le nom du territoire ou de la localité dont ils sont originaires. »

Ainsi, l'origine géographique est la condition première du droit à une appellation, mais il faut, en outre, que le produit qu'elle désigne soit revêtu de certaines qualités. En ce qui concerne plus particulièrement les vins, plusieurs conditions doivent se trouver réunies. Ce sont :

- 1) L'origine elle-même ou un usage bien établi étendant l'appellation;
- 2) L'aire de production, tous les terrains d'une même contrée ne se valant pas;
- 3) Les cépages.

Ensuite, M. Barthe s'occupe spécialement du champagne. Le vin de Champagne ne prend son nom qu'après avoir été manipulé et être devenu mousseux; avant 1919, aucun vigneron ne vendait son vin au sortir du pressoir sous le nom de champagne, donc l'usage de l'appellation n'existait dans aucune commune. Pour pouvoir vendre son vin comme « champagne », il fallait donc la réunion de deux conditions: 1) la récolte; 2) la manipulation.

D'où il résulte que, pour avoir droit à l'appellation « champagne »,

A) Le vigneron doit prouver qu'avant 1919 il vendait son vin pour la champagnisation. On prend ici en considération, non l'usage de l'appellation, puisqu'il n'existait pas, mais *l'usage d'emploi*.

B) Seuls les terrains qui, de temps immémorial, produisaient un vin destiné à la champagnisation,

peuvent intituler leurs produits « champagne ». C'est la limitation de l'aire de production, dans l'ancienne province de Champagne, aux seuls terrains qualifiés par la culture de la vigne.

C) Les vins produits dans ces terrains doivent être champagnisés en Champagne.

Un troisième paragraphe décide la réintégration dans la Champagne des douze communes de l'ancien comté de Bar-sur-Seine (Aube), non admises par la Cour de cassation, car elles peuvent justifier de *l'usage d'emploi*. En effet, avant 1908 les vignerons de ces communes vendaient couramment leurs vins aux négociants de la Marne pour la champagnisation.

Dans la province de Champagne ainsi complétée, il faut délimiter l'aire de production. Aussi bien dans la Marne que dans l'Aube et la Côte d'Or, un nombre restreint de communes, et dans ces communes une portion seulement du territoire produit du vin propre à la champagnisation. Seront seuls compris dans l'« aire » les terrains qui dans la Marne, ont, produit dans le passé ou produisent actuellement du vin propre à la champagnisation. *L'usage d'emploi* sera donc déterminant ici encore. Dans l'Aube et la Côte d'Or, on reconnaîtra le droit à l'appellation « champagne » à toutes les communes qui, de 1919 à 1924 inclus, ont revendiqué cette appellation dans une ou plusieurs déclarations de récolte, et seulement à ces communes.

A l'intérieur de cette aire de production, les seuls cépages donnant au champagne tout son caractère sont les diverses variétés de pinot et l'arbanne. Or,

la Marne est plantée presque entièrement en pinot, tandis que dans l'Aube, après l'invasion phyloxérique, les vigneron ont reconstitué leurs vignobles principalement en « gamay ». Les Auboisiens devront donc éliminer le gamay pour le remplacer par le pinot, mais étant données les difficultés de cette reconstitution, on leur accorde un délai de dix-huit ans pour y procéder.

Tels sont les principes mis en application par M. Barthe dans le texte de sa sentence (1), et qui semblaient devoir ramener la paix dans une région en proie à de si longs troubles. Mais il importait de leur donner force légale, et l'intervention du législateur était nécessaire pour rendre exécutoire une décision allant à l'encontre de décrets réglementaires et d'arrêts de justice. C'est dans ce but qu'une nouvelle proposition de loi fut déposée à la Chambre des Députés par M. Bender. Elle adoptait les principes posés par M. Barthe et reprenait la proposition de M. Capus relative aux vins. De plus, elle apportait quelques précisions à certains articles de la loi du 6 mai 1919.

Légèrement modifiée, cette proposition devint la loi du 22 juillet 1927.

(1) Cf. fascicule XIII, page 33.

La loi du 22 juillet 1927

complétant la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine

Contrairement à la proposition de M. Capus, la nouvelle loi ne touche pas à l'article premier de la loi du 6 mai 1919, si bien que, aujourd'hui encore, ce sont les dispositions de cet article qui règlent le statut de nos appellations d'origine en général. Un régime spécial est institué pour les vins et fait l'objet de l'article 3 dans la nouvelle loi.

Cette loi du 22 juillet 1927 est rédigée sous forme de modifications apportées aux articles de la loi du 6 mai 1919.

L'article premier modifie légèrement l'article 6 de l'ancien texte. En conséquence des dispositions réparties par la nouvelle loi dans plusieurs articles, il décide que la Cour de cassation sera compétente pour apprécier si les usages invoqués possèdent tous les caractères exigés par la « présente loi » et non plus seulement par l'article premier.

L'article 2 précise l'article 7 en étendant à toute une région l'effet d'un jugement relatif à cette région, alors que la loi de 1919 avait seulement prévu ce cas pour une commune ou une partie de commune.

L'article 3 complète l'article 10 qui, déjà, édictait des dispositions spéciales aux produits vinicoles. Désormais, pour mériter une appellation d'origine, un vin devra provenir de cépages et d'une aire de production consacrés par les usages locaux, loyaux et constants. En aucun cas, les vins provenant d'hybrides producteurs directs n'auront droit à une appellation. C'est l'adoption des principes posés à ce sujet par M. Capus dans sa proposition de loi (1).

L'article 4 modifie le deuxième paragraphe de l'article 12. Il impose au commerçant l'obligation de conserver pendant cinq années le registre sur lequel sont inscrites les entrées et les sorties des vins d'origine. Cette disposition a pour but d'éviter que le service des fraudes se voie refuser la communication de ces registres sous le seul prétexte qu'ils n'ont pas été conservés.

Le 4^e paragraphe du même article 12, qui contenait des mesures transitoires, est supprimé.

La proposition de loi soumise à la Chambre des Députés contenait une autre modification de l'article 12. Le paragraphe 5, devenu le paragraphe 4, débutait ainsi :

« En cas de vente, les factures, *lettres de voiture*, *connaissements* et *pièces de régie* devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française... »

C'était une mesure de garantie supplémentaire

(1) Les décisions de justice qui auraient admis l'emploi d'appellations d'origine contrairement aux règles rappelées ci-dessus perdent tout effet par suite de la promulgation de ces dispositions.

pour le consommateur. Mais cette disposition ne fut pas adoptée par le Sénat. On considéra que la triple répétition de l'inscription de l'appellation d'origine sur les lettres de voiture, connaissements et pièces de régie créerait de nouvelles complications et était abusive. Or, il est toujours désirable de simplifier les formalités plutôt que de les multiplier.

Le vote de ces articles n'avait pas soulevé de grosses discussions, mais il n'en fut pas de même pour l'article 5, auquel nous arrivons maintenant. L'article 5 abroge l'article 17 de la loi du 6 mai 1919 et le remplace par de nouvelles dispositions relatives, elles aussi, à l'appellation « champagne ». Il donne une définition du champagne et de ses dérivés, puis délimite la Champagne viticole, adoptant ainsi — mais seulement pour cette région — le système des délimitations législatives, et enfin détermine à l'intérieur de ces territoires les terrains et les cépages aptes à donner du champagne, le tout conformément aux dispositions adoptées par M. Barthe, qu'il a pour but de codifier.

Cependant, dans la définition qu'il donne du champagne, il introduit une exigence dont il n'avait pas été question dans l'arbitrage. M. Barthe définissait le champagne :

« Un vin mousseux entièrement *récolté et manipulé* dans les territoires qui ont droit à l'appellation. »

Et l'article 5 accorde cette appellation seulement :

« Aux vins rendus mousseux *par fermentation en bouteilles* qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites de la Champagne viticole... »

Ainsi, pour avoir droit au nom champagne, il faudra que le vin ait été rendu mousseux par fermentation en bouteilles. C'est l'introduction de ces deux mots « en bouteille » qui a soulevé de très vives critiques. Pourquoi cela ? C'est que, en Champagne, en face de ce procédé, il en existe un autre qui consiste à manipuler le vin, non plus dans des bouteilles de verre, mais dans de grands récipients métalliques pouvant contenir jusqu'à 100 hectolitres. On aperçoit immédiatement l'économie de temps, de main-d'œuvre et de capital réalisée par cette façon de procéder. Au lieu d'avoir 10.000 bouteilles à manipuler, on fait le travail en une seule fois.

C'est cette méthode — la méthode Maumené — qu'a eu en vue et qu'a condamné la nouvelle loi en spécifiant que, seul, le vin rendu mousseux par fermentation « en bouteilles » aurait droit au nom champagne.

Cette exigence nouvelle soulève un double problème. Tout d'abord se pose une question de fait : Cette disposition est-elle heureuse ou regrettable pour la Champagne, favorable ou défavorable à la fabrication du champagne ?

Mais surtout, à côté du problème technique auquel nous ne saurions et auquel nous n'avons pas à répondre, cette disposition soulève une question de principe. Elle innove dans la législation et consacre l'adoption d'une nouvelle conception de la notion d'origine, à savoir : l'origine géographique et les usages de production sont insuffisants pour donner droit à une appellation, un certain outillage de fabri-

cation constituant un troisième facteur indispensable à la détermination d'un produit d'origine.

On a bien dit que ce n'était pas une innovation, que déjà semblable disposition avait été adoptée en ce qui concerne le roquefort. Mais ceci n'est pas exact. La loi sur le roquefort précise bien que le fromage de Roquefort devra être :

« fabriqué et affiné conformément aux usages locaux, loyaux et constants, en ce qui concerne tant le lieu de cet affinage que la méthode employée », mais elle laisse toute latitude aux tribunaux pour apprécier ces usages de fabrication, de même que les modifications qui peuvent y être apportées. Elle ne stipule nullement qu'un outillage et des récipients déterminés devront être mis en usage, ni que les fromages devront séjourner un temps déterminé dans les caves d'affinage.

Au contraire, que dit notre texte ? Il spécifie que le vin devra être récolté et entièrement manipulé en Champagne. Sur ce point, tout le monde est d'accord, de même que sur la nécessité de la fermentation naturelle. Mais, de plus, l'article 5 précise que cette fermentation devra se faire « en bouteilles ». Ainsi, quoiqu'il arrive, la méthode de fabrication est établie d'une façon définitive. Quelque progrès que puisse faire un autre procédé, il faudra renoncer à l'utiliser et maintenir la production en son état actuel pour conserver la méthode de Dom Pérignon.

Et pourtant, que de modifications ont été apportées à cette fabrication depuis le jour où Dom Pérignon découvrit le champagne ! A ce moment, c'était

un vin mousseux dont la mousse était obtenue naturellement par la propre fermentation du sucre contenu dans le jus de raisin. Aujourd'hui, et depuis longtemps déjà, on ajoute au vin, à deux reprises différentes, une liqueur, alors qu'il est en bouteilles. Dans les celliers champenois, on utilise des machines électriques pour agiter les bouteilles, des machines à doser, des appareils frigorifiques pour le dégorgeage à froid. Comment a-t-on pu tolérer ces moyens de procéder, bien étrangers à Dom Pérignon, et déclarer que, à cette heure précise, toute transformation est interdite, la perfection ayant été atteinte ?

L'introduction dans la loi de ces mots « en bouteille » comporte de multiples conséquences, tant au point de vue pratique qu'au point de vue théorique.

Pratiquement, elle a d'abord ce résultat au moins bizarre que d'excellents vins obtenus à l'aide des meilleurs cépages, sur les sols les mieux appropriés, toutes les conditions culturales étant parfaites se verront pourtant refuser une appellation d'origine.

De plus, elle va entraîner la ruine des fabricants outillés suivant la nouvelle méthode en supprimant pour leurs vins l'appellation « champagne ». Par contre, elle consacre un monopole de fait au profit des fabricants établis avec l'ancienne méthode, car l'organisation de nouveaux établissements utilisant des bouteilles de verre exige des capitaux considérables.

Notons aussi que cette exigence va nécessiter la

création de tout un nouveau personnel de fonctionnaires pour le contrôle de la fabrication.

Mais surtout, au point de vue des principes directeurs de notre régime de production, cette innovation a une portée considérable. Elle nous rapproche d'une façon inquiétante du régime des corporations avec leur réglementation étroite, leurs cadres étouffants et leurs délimitations subtiles. Nous aurons désormais des « champagnes », des « vins mousseux produits en cuve close », des « vins mousseux méthode champenoise », sans parler des « vins mousseux » ordinaires, ni, bien entendu, des « vins mousseux gazéifiés », et le moindre empiètement ouvrira de nouveau l'ère des procès qu'on avait pu espérer définitivement close.

Enfin, n'est-il pas à penser que cette mesure adoptée pour la Champagne va entraîner la nécessité d'une semblable réglementation pour toute la production, les intéressés demandant dans chaque branche que l'on consacre tel ou tel outillage de fabrication garant de la perfection du produit ?

Ces dispositions de l'article 5 sont suivies de mesures destinées à assurer leur application. L'article 6 modifiant l'article 18 de la loi du 6 mai 1919, indique les moyens à employer pour déterminer la liste des terrains constituant l'aire de production du champagne. Le directeur des services agricoles du département dressera une liste des terrains susceptibles d'être admis. Cette liste sera déposée à la mairie de chaque commune, et avis du dépôt sera donné dans deux

journaux quotidiens d'annonces légales du département, pour que les intéressés puissent en prendre connaissance et faire leurs réclamations.

Après un délai de trois mois, une commission interdépartementale comprenant trois délégués des syndicats viticoles de la Marne et trois délégués des syndicats viticoles de l'Aube statuera sur toutes les contestations qui lui seront soumises et dressera la liste définitive des terrains constituant l'aire de production. Les intéressés pourront consulter les décisions de la commission à la mairie et aux archives départementales, où des exemplaires en seront déposés.

L'article 7 modifiant l'article 20, fixe les conditions de l'expédition et de la vente du vin de Champagne. Les vins en cercle destinés à la fabrication du champagne pourront circuler à l'intérieur de la Champagne viticole avec l'appellation « champagne ». Hors de ces limites, ils porteront la mention « vin originaire de la Champagne viticole ».

Les vins de Champagne ne pourront sortir des magasins séparés que revêtus du mot « champagne » sur l'étiquette, et sur la partie du bouchon contenue dans le col de la bouteille.

L'article 8 étend les pénalités à des catégories qui en étaient exemptes, complétant ainsi l'article 22, § 1^{er}, et supprime les décrets des 17 décembre 1908 et 7 juin 1911 dans la liste de l'article 24, dernier paragraphe (1).

(1) Cf. Circulaire du Ministère de l'Agriculture relative à l'application de la loi du 22 juillet 1927. (*Journal officiel* du 30 septembre 1927.)

CONCLUSION

Nous arrivons maintenant à la conclusion de notre étude sur le terrain national.

Nous avons essayé de dégager les différentes façons dont le législateur avait conçu la notion d'origine et réglementé la protection à lui accorder.

Nous avons vu que, d'abord, on s'est montré très large dans la réalisation de cette protection. Sous le seul prétexte qu'il est issu d'une certaine région, on a permis à un produit quelconque de se prévaloir d'une appellation célèbre. On est ainsi arrivé à ne plus rien protéger et à encourager légalement une concurrence peu loyale.

En présence des dangers résultant d'une pareille conception, on a réagi et on a essayé de mettre sur pied un système plus strict : Un produit, pour mériter une appellation d'origine, doit provenir du lieu (au besoin étendu par les usages) dont il porte le nom, et, en outre, il doit être obtenu conformément à certains usages de production en dépendance très étroite avec le lieu d'où il provient — car, ne l'oublions pas, c'est une question *d'origine* que nous traitons — et qui ont valu au lieu sa renommée, au produit son excellence.

Mais les circonstances ayant retardé l'adoption de ce système et aggravé les maux causés par la législa-

tion en vigueur, on a, dans un esprit de réaction contre ces dangers, conçu une méthode qui, croyons-nous, présente en sens inverse un aussi grand danger que la première. Excès de liberté dans un cas, dont les producteurs ont abusé. Excès de réglementation dans l'autre, coupant les ailes à toute initiative, à tout progrès, et maintenant la production dans un état stationnaire nuisible au développement de la science et au perfectionnement.

D'ailleurs, il est essentiel de le remarquer, on n'a rejeté aucune de ces conceptions, aucun de ces modes de protection et, dans la législation actuelle, les trois solutions vivent côte à côte :

L'article fondamental, l'article premier de notre loi sur les appellations d'origine complétée, conserve le principe de la notion d'origine entendue dans un sens très large.

L'article 10 contient, pour les vins, une application de cette idée plus stricte que les usages de production concourant à la valeur d'un produit sont à considérer pour octroyer une appellation d'origine.

Enfin, l'article 17 adopte pour le champagne un système extrêmement restrictif étendant la notion d'origine jusqu'à la technique industrielle de fabrication du produit.

Est-ce à dire que nous soyons arrivés à une excellente solution ? Nous ne le pensons pas, car cette complexité consacre l'adoption, regrettable dans une loi d'ordre général comme celle-ci, des situations particu-

laristes. Suivant l'exemple donné pour le champagne, chaque produit pourra réclamer un statut spécial établi sur des bases étroites, et nous aurons ainsi de véritables règlements de corporations.

Nous jugeons extrêmement dommageable l'adoption d'un principe nous ramenant aux temps les plus critiqués de notre histoire. On doit reculer devant toute mesure restrictive de la liberté lorsqu'elle n'est pas indispensable. Il faut garantir la bonne qualité des produits, la loyauté des moyens de production, mais il faut se garder de supprimer le libre jeu de la concurrence en établissant des monopoles arbitraires.

Nos préférences vont toutes à un système unique, à un principe pour tous. La difficulté est de lui donner des bases solides, mais souples, respectant tous les droits et donnant satisfaction à tous. Cette difficulté, on ne l'a pas surmontée, de là la solution adoptée.

Pour nous, nous croyons qu'une véritable conception de la notion d'origine, et une bonne législation protectrice des appellations d'origine doit prendre en considération tous les facteurs naturels, plus ou moins complexes, plus ou moins nombreux suivant les cas, garantissant l'excellence du produit; mais elle doit s'arrêter là et reculer devant toute autre mesure restrictive de la liberté et du progrès.

Ne l'oublions pas, la production, toute la production, qu'il s'agisse de l'industrie vinicole ou d'une autre, est en perpétuelle évolution; elle n'est plus ce qu'elle était il y a un siècle, et de nouvelles, d'incessantes transformations y sont encore journellement

apportées. Ne les condamnons pas d'avance, ne condamnons pas l'initiative et le progrès économique de notre pays en nous confinant dans un nuisible esprit de routine.

Surveillons la bonne qualité de notre production, et conservons-lui sa célébrité mondiale; faisons une large place aux usages loyaux respectés par tous les honnêtes producteurs, mais ne les cristallisons pas, laissons-leur la souplesse et la vitalité indispensables pour s'adapter à l'évolution d'un monde en perpétuel renouvellement.

DEUXIEME PARTIE

DROIT INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Nous avons étudié la question du point de vue national; nous avons vu comment, en France, on protège les produits célèbres connus sous une appellation régionale ou locale.

Mais cette protection extrêmement utile représente un aspect seulement du problème. Nos produits réputés sont, en grande partie, destinés à l'exportation, et il importe de savoir quel sort leur est réservé lorsqu'ils ont dépassé les frontières françaises.

D'une façon plus générale, il est intéressant de savoir quelle place est faite en droit international à la notion d'origine. Nous ne sommes pas les seuls intéressés à la résolution de cette question. D'une part tous les pays producteurs de choix ont à cœur de voir protéger leurs appellations. Nous rappellerons seulement, à titre d'exemple, l'importance attachée par

le Portugal à la protection de ses « porto » et de ses « madère », par la Hongrie à son vin de « Tokay », par la Suisse à ses fromages, par le Brésil à son café.

D'autre part, tous les pays, qu'ils aient ou non des appellations nationales à défendre, sont intéressés en tant que consommateurs, à ce qu'on ne leur vende pas sous l'appellation célèbre qu'ils veulent connaître et apprécier, un produit quelconque.

Or, la protection internationale des produits d'origine est, aujourd'hui encore, assez mal organisée, malgré les progrès considérables réalisés dans cette voie depuis quelques années. Des usurpations et des fraudes très nombreuses se pratiquent un peu partout.

Les unes se présentent sous la théorie des appellations génériques. Notre loi nationale sur les appellations d'origine décide dans son article 10 :

« Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public. »

Mais ce principe est bien loin d'être reconnu et respecté dans tous les pays. Des régions lointaines produisent des « champagnes de Californie », des « bordeaux australiens », considérant que les appellations vinicoles représentent, non la production d'une région caractérisée par telles ou telles conditions climatiques et agricoles, mais désignent tout simplement une certaine catégorie de produits.

Une autre forme de cette concurrence déloyale

consiste dans la pratique des coupages et des mélanges.

C'est ainsi que, jusqu'à ces dernières années, l'Allemagne fabriquait en grande quantité des « champagnes », des « bordeaux », des « cognacs », qu'elle expédiait dans le monde entier; c'était une véritable industrie réglementée par la loi du 7 février 1909. Cette loi voulait bien admettre que l'on doit employer les appellations géographiques uniquement pour indiquer la provenance. Mais, en cas de coupage, pourvu que le produit d'origine prédomine, on peut donner son nom au mélange. Ainsi, on baptisait « bordeaux » tout mélange contenant 51 0/0 de vin de Bordeaux. Pour le cognac, c'était pire : l'Allemagne considérait que c'était un nom générique. Tout distillat de vin avait donc droit au nom de « cognac », et, en cas de coupage d'alcool de vin et d'alcool d'industrie, il suffisait de 1/10^e d'alcool de vin dans le mélange pour qu'on soit en présence de cognac.

Aujourd'hui encore, les producteurs brésiliens se plaignent, mais en sens inverse, de ce que le café du Brésil mélangé avec une quantité minime de café d'une autre origine est vendu sous le nom de café de cet autre pays.

Signalons enfin des fraudes beaucoup plus simples que les précédentes. Elles consistent à présenter sous des appellations célèbres des produits originaires de n'importe où. Dans l'Amérique du Sud par exemple, où nos vins fins sont très demandés, les marchands et les restaurateurs présentent à leur clientèle des catalogues sur lesquels figurent les noms de célèbres

vins français. Suivant le goût du client, ils choisissent dans leur collection d'étiquettes celle répondant au vin choisi, et la collent sur une bouteille de vin du pays qu'ils apportent au consommateur confiant. Ou bien, ils possèdent des vins français authentiques, mais les décorent pareillement du nom répondant au désir du client.

Comment s'expliquent toutes ces usurpations ? Comment se fait-il que les législateurs des différents pays ne prennent pas des mesures pour garantir la pureté, l'authenticité des produits vendus sur leur territoire ?

C'est que beaucoup de pays, visant à la quantité plutôt qu'à la qualité produisent en abondance des marchandises courantes, sans qualité spéciale, et ne prêtent pas une grande importance à une question qui les intéresse seulement comme consommateurs. Ils ont assez rarement l'occasion d'user de nos produits d'origine qui sont des produits de luxe, et, par suite, ils ne savent pas toujours les apprécier à leur valeur. Ils tiennent surtout à l'étiquette, à l'apparence, mais ils ne sont pas capables de s'apercevoir qu'on les trompe sur la qualité. Les marchands, les restaurateurs, qui sont à même de constater la supercherie, ne s'en plaignent pas toujours, car ils paient moins cher des produits imités que des produits authentiques et réalisent ainsi un bénéfice qui les incite à se taire. Les gouvernements eux-mêmes ferment les yeux sur des pratiques qui leur permettent d'écouler plus aisément et à meilleur compte leurs produits nationaux revêtus d'une appellation connue.

Souvent même, ces pays sont, non seulement indifférents, mais hostiles à une protection des appellations d'origine. N'ayant pas une idée très exacte du principe auquel répond la notion d'origine, ils ont une tendance à considérer les appellations comme de véritables monopoles locaux.

Le résultat de cet état de choses, c'est un dommage considérable causé aux pays possédant des appellations d'origine, et tout particulièrement à la France. Leurs exportations se trouvent diminuées de toute la quantité de produits contrefaits vendus à leur place. Ce préjudice est si appréciable qu'en Amérique du Sud on a pu dire que, sur dix bouteilles de vin français consommées, une seule était authentique.

Mais, de plus, nos appellations subissent, par suite de ces fraudes, un discrédit ruineux pour notre avenir économique et pour notre réputation. Les consommateurs des régions lointaines qui veulent connaître nos produits réputés ne sont, pour une grande partie, jamais venus en France. Ils n'ont jamais goûté nos produits sur notre sol, et sont bien obligés de se faire une opinion d'après ce qu'on leur sert, sans pouvoir saisir la tromperie. Souvent, ils sont déçus, et finissent par estimer notre réputation bien surfaite. Ils jugent inutile de consentir un sacrifice sur le prix payé pour acquérir un produit ne répondant à aucune supériorité réelle et finissent par se détacher de nos appellations.

Nous sommes donc en présence d'un véritable danger. Loin de consentir à voir diminuer le renom de nos appellations, nous devons travailler à le déve-

lopper, et nous devons faire tous nos efforts pour voir triompher sur le marché mondial cette notion d'équité, de probité commerciales.

Actuellement, de grands progrès sont faits dans cette voie. Nous allons parcourir rapidement les différents textes contenant des mesures en ce sens.

La législation française concernant les produits étrangers

Nous allons tout d'abord étudier la législation française relative aux produits étrangers.

D'une part, nous possédons des moyens de défense contre les produits étrangers usurpant en France des appellations françaises, et, d'autre part, nous avons des mesures de protection applicables aux appellations d'origine étrangères.

Notre premier texte, contenant des mesures de défense contre les produits étrangers, remonte à la loi de 1857 sur les marques de fabrique et de commerce. Elle empêchait l'introduction en France de produits fabriqués à l'étranger et portant le nom d'une localité française.

Article 19. — « Tous produits étrangers portant, soit la marque, soit le nom d'un fabricant résidant en France, soit l'indication du nom ou *du lieu* d'une fabrique française sont prohibés à l'entrée et exclus du transit et de l'entrepôt, et peuvent être saisis en quelque lieu que ce soit, soit à la diligence de l'administration des douanes, soit à la requête du ministère public ou de la partie lésée. Dans le cas où la saisie est faite à la diligence de l'administration des douanes, le procès-verbal de saisie est immédiatement adressé

au ministère public. Le délai dans lequel l'action prévue par l'article 13 devra être intentée, sous peine de nullité de la saisie, soit par la partie lésée, soit par le ministère public, est porté à deux mois. Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux produits saisis, en vertu du présent article. »

Article 20. — « Toutes les dispositions de la présente loi sont applicables aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines, et, généralement, à tous les produits de l'agriculture. »

L'introduction en transit et en entrepôt se trouvait englobée à juste titre dans l'interdiction, car des contrefacteurs avaient imaginé d'importer des produits contrefaits en France, où ils séjournaient en entrepôt ou en transit. Puis on les réexpédiait, et il était facile de faire croire que ces marchandises, venant de France, étaient bien françaises.

Mais la jurisprudence, dans un arrêt en date du 9 avril 1864, avait déclaré que « l'élément frauduleux nécessaire à l'existence du délit disparaissait lorsque c'était du consentement et par ordre du négociant français lui-même que sa marque, ou son nom et *le lieu* de sa résidence avaient été apposés ». Cette décision semblait oublier qu'un fabricant, entièrement maître de sa marque, ne l'est pas du nom de sa localité, qui appartient collectivement à tous les fabricants du même endroit. Avec une semblable théorie, de nombreuses usurpations étaient à redouter, aussi, dans un arrêt du 23 février 1884, la Cour de cassation, condamnant son premier système, défendit les agissements qu'elle avait rendus possibles en 1884.

Cependant, un nouveau texte était nécessaire pour faire cesser toute controverse. Ce texte fut la loi du 11 janvier 1892.

Article 15. — « Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt, du transit et de la circulation, tous produits étrangers naturels ou fabriqués portant, soit sur eux-mêmes, soit sur des emballages, caisses, ballots, enveloppes, bandes ou étiquettes, etc., une marque de fabrique ou de commerce, un nom, *un signe ou indication quelconque de nature à faire croire qu'ils ont été fabriqués en France ou qu'ils sont d'origine française.* Cette disposition s'applique également aux produits étrangers fabriqués ou naturels obtenus dans une localité de même nom qu'une localité française, qui ne porteraient pas, en même temps que le nom de cette localité, le nom du pays d'origine et la mention « importé » en caractères manifestement apparents. »

Enfin, la loi douanière du 1^{er} février 1899 contient un article concernant les produits étrangers et ayant pour but de rendre obligatoire l'indication d'origine.

Article 2. — « Sont prohibés à l'entrée, exclus de l'entrepôt et du transit tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile, indicatrice du pays d'origine. »

En face de ces dispositions, nous en possédons d'autres de date beaucoup plus récente, permettant de protéger en France les produits d'origine étrangers.

D'abord l'article 10 de notre loi sur les appellations d'origine déclarant que « les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public », s'applique évidemment aux vins étrangers comme aux vins français.

De même, les dispositions de l'article 12 stipulant la tenue par tous les commerçants en gros d'un compte spécial d'entrées et de sorties pour les vins vendus avec appellation d'origine française peuvent, par décret soumis à la ratification des Chambres, « être rendus applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises ».

C'est en application de ce texte qu'un décret du 1^{er} juillet 1922 a déclaré les dispositions de l'article 12 applicables aux vins et vins de liqueur d'origine portugaise. Les vins de Porto et de Madère sont donc protégés en France exactement au même titre que les appellations françaises.

Malheureusement, ces mesures de protection ne sont pas toujours appliquées en France d'une façon très rigoureuse et très efficace (1). Il est pourtant de notre devoir, à nous qui réclamons de tous une protection pour nos appellations, de donner l'exemple, et de nous comporter d'une façon telle que notre loyauté force la main des autres puissances.

(1) Cf. la « Feuille vinicole » du 10 mars 1927. Article intitulé « Les appellations d'origine de porto et de madère ».

Les conventions internationales

Dans les rapports des nations entre elles, la solution la meilleure serait l'établissement d'une législation internationale adoptée par tous et applicable à tous.

Les difficultés rencontrées pour mettre une pareille œuvre sur pied sont considérables, car il faut rédiger un texte réalisant une protection effective et le faire adopter par tout le monde. Or, beaucoup d'états émettent tant de restrictions à leur signature; tant d'amendements, de modifications sont exigés, qu'on finit par voter un texte ne protégeant plus rien, ou adopté seulement par un nombre minime d'états. On est cependant arrivé dans cette voie à des résultats appréciables.

Nous avons à considérer deux grandes conventions traitant de la protection des appellations d'origine :

1) L'union générale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris le 23 mars 1883 (1), et qui comprend 37 états adhérents ;

2) L'union restreinte pour la répression des fausses indications de provenance, ou arrangement de Madrid du 14 avril 1891, et qui comprend 12 états.

Ces deux conventions ont été révisées à la conférence internationale de la Haye d'octobre-novembre 1925. Nous allons les exposer avec les modifications qui y ont été apportées à cette date.

(1) Révisée à Washington en 1911.

L'article premier de l'union générale énumère les objets auxquels s'applique la protection de la propriété industrielle. Depuis 1925, les appellations d'origine s'y trouvent englobées; l'ancien texte visait seulement les indications de provenance. De plus, le nouveau texte spécifie très nettement que la propriété industrielle s'applique aussi aux industries agricoles (vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, etc.) et extractives (minéraux, eaux minérales).

Les articles 10, 10 *bis* et 10 *ter* s'occupent spécialement des fausses indications de provenance.

L'article 10 décide que la saisie prévue à l'article 9 est applicable « à tout produit portant faussement comme indication de provenance le nom d'une localité ou d'un pays déterminé, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse ».

La disposition prévue par ce dernier membre de phrase est extrêmement regrettable; elle reprend la théorie admise par la jurisprudence française en 1864 et permet l'introduction de produits faussement marqués d'un nom de localité lorsque cette indication a été faite à la demande d'un fabricant de ladite localité.

Les articles 10 *bis* et 10 *ter* édictent des mesures de protection contre la concurrence déloyale, et assurent aux pays contractants des recours légaux dans les autres pays de l'union (1).

L'arrangement de Madrid (1) ou « union res-

(1) Cf. Index.

treinte concernant les fausses indications de provenance », réalise un notable progrès par rapport à la convention de 1883. La fausse indication de provenance y devient un délit par elle-même, il n'est plus nécessaire qu'elle soit jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Depuis 1925, l'article premier décide que, à défaut de sanctions spéciales, les sanctions prévues par les lois sur les marques et les noms commerciaux seront applicables aux fausses indications de provenance.

L'article 3 édicte que les intermédiaires peuvent indiquer leur nom et leur adresse sur les produits provenant d'un pays autre que celui de la vente, mais ils doivent y ajouter « l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production... ». La conférence de la Haye a ajouté : « ... ou d'une autre indication suffisante pour éviter toute erreur sur l'origine véritable des marchandises », addition qui, par l'imprécision qu'elle donne à la portée de l'article 3, nous semble regrettable.

L'article 4 pose le principe que les tribunaux de chaque pays apprécieront souverainement quels noms valent comme indication d'origine ou comme nom générique; mais il stipule que les appellations régionales de provenance des produits vinicoles ne doivent jamais être considérées comme génériques et tombées dans le domaine public. A la conférence de la Haye, on a essayé de faire étendre ce principe à tous les produits qui tiennent leurs qualités naturelles

du sol et du climat; on n'y est malheureusement pas arrivé.

L'arrangement de Madrid établit un régime de protection des appellations d'origine assez strict. Mais en raison même de sa rigueur, il a recueilli un nombre restreint d'adhérents, et encore il s'en faut que tous les signataires l'appliquent d'une façon effective. C'est ainsi que l'Angleterre estime ne pas contrevenir au principe de l'article 4 en baptisant certains vins « bourgogne australien » par exemple.

On ne saurait trop multiplier les efforts pour agrandir et améliorer le champ d'application de cette convention. C'est la voie par laquelle on peut espérer atteindre ce résultat : la protection unifiée des produits d'origine sur le marché mondial.

Les conventions bilatérales

Indépendamment des conventions internationales établissant un régime unique pour tous les Etats signataires, les puissances règlent entre elles leurs rapports dans des conventions bilatérales. Ces conventions, nombreuses, ont un défaut au point de vue des rapports internationaux : c'est la complication à laquelle donnent lieu leur peu de durée, la multiplicité et la variété des clauses adoptées par chaque pays.

Elles comportent en général des mesures de garantie contre toutes les formes de concurrence déloyale, pour les produits naturels ou fabriqués originaires de l'un ou l'autre pays contractant, et notamment s'engagent à réprimer les fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

Mais, indépendamment de ces mesures, beaucoup contiennent, surtout depuis 1919, des clauses relatives à la protection des appellations régionales, plus ou moins strictes suivant le degré de protection accordé à la notion d'origine dans les différents pays.

Les puissances adhérentes à l'arrangement de Madrid réitèrent dans ces conventions leur engagement à se conformer à tous les termes de l'acte. Certaines s'obligent à se conformer aux lois et aux décisions administratives prises conformément à ces lois

qui lui seront notifiées par l'autre partie contractante et qui réglementent le droit à une appellation régionale pour tous les produits tirant du sol ou du climat leurs qualités particulières. Par exemple : la convention entre la France et la Tchécoslovaquie du 4 novembre 1920 (article 16), la convention entre la France et la Finlande du 13 juillet 1921 (article 16), la convention entre la France et l'Esthonie du 7 janvier 1922 (article 14), la convention entre la France et la Lettonie du 30 octobre 1924 (article 12).

D'autres bornent leur engagement, conçu dans les mêmes termes, aux mesures s'appliquant aux appellations régionales vinicoles. C'est le cas des conventions conclues entre la France et la Pologne, d'abord le 6 février 1922 (article 13), puis le 9 décembre 1924 (article 26).

Les autres assurent le respect du droit aux appellations régionales vinicoles, conformément aux lois françaises, sans avoir adhéré à l'arrangement de Madrid.

Exemple: les conventions conclues entre la France et la Norvège, d'abord le 23 avril 1921 (article 4), puis le 12 avril 1927 (article 4).

Certains pays se sont engagés à prendre des mesures législatives et administratives en vue de réprimer l'emploi des fausses indications de provenance des produits vinicoles. Ainsi la Belgique, dans les conventions qu'elle a signées avec la France le 12 mai 1923 (article 16) et le 4 avril 1925. En exécution de ses engagements, la Belgique a promulgué une loi de

protection des appellations d'origine des vins et eaux-de-vie le 18 janvier 1927.

La convention signée entre la France et la Tchécoslovaquie, le 17 août 1923, contient une disposition analogue. Le 20 décembre 1923, la Tchécoslovaquie a promulgué une loi sur les appellations d'origine prévoyant que les appellations régionales étrangères pourraient être définies par des ordonnances. En application de cette disposition, un décret fut promulgué le 13 septembre 1924, relatif aux appellations régionales des produits vinicoles français.

Ces deux conventions spécifient encore que les appellations d'origine des produits vinicoles des parties contractantes, régulièrement notifiées à l'autre partie, ne pourront pas être considérées comme ayant un caractère générique.

Relevons encore, dans le même sens, la convention économique entre la France et l'Autriche du 22 juin 1923 (article 15), la convention entre la France et la Hongrie du 13 octobre 1925 (article 24), la convention entre la France et la Grèce du 8 septembre 1926 (article 19).

Presque toutes ces conventions exigent que les produits importés avec une appellation d'origine soient accompagnés d'un certificat d'origine; généralement ces certificats sont délivrés par les chambres de commerce du pays expéditeur et légalisés par un représentant consulaire du pays destinataire. C'est une mesure de garantie supplémentaire de l'authenticité du produit.

Elles autorisent la saisie des produits portant faus-

sement des indications d'origine, alors même que l'appellation en question est accompagnée de l'indication du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « copie », etc...

Malgré l'inconvénient résultant de leur complexité ces conventions présentent un très grand intérêt : intérêt direct tout d'abord, puisqu'elles favorisent nos relations économiques avec les puissances signataires; mais, de plus, elles ont ce grand avantage de familiariser les différents pays avec la notion de protection des appellations d'origine, et elles les amènent ainsi à donner leur adhésion aux conventions internationales.

Nos relations avec l'Allemagne

Une place spéciale mérite d'être faite à nos relations avec l'Allemagne au sujet des appellations d'origine.

Nous avons vu comment, avant la guerre de 1914, l'Allemagne exerçait en grand les fraudes sur les appellations d'origine. Ces fraudes étaient devenues la base d'une industrie très prospère, surtout à Brême et à Hambourg. C'est pour remédier à ces agissements que, dans le traité de Versailles, on a inséré les articles 274 et 275.

Article 274. — « L'Allemagne s'engage à prendre toutes les mesures législatives ou administratives nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une quelconque des puissances alliées ou associées, contre toute forme de concurrence déloyale dans les transactions commerciales.

« L'Allemagne s'oblige à réprimer et à prohiber, par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées, l'importation et l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits ou marchandises portant sur eux-mêmes, ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques, comportant directement ou indirectement de fausses indications sur

l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises. »

Article 275. — « L'Allemagne, à la condition qu'un traitement réciproque lui soit accordé en cette matière, s'oblige à se conformer aux lois, ainsi qu'aux décisions administratives ou judiciaires prises conformément à ces lois, en vigueur dans un pays allié ou associé et régulièrement notifiées à l'Allemagne par les autorités compétentes, déterminant ou réglémentant le droit à une appellation régionale, pour les vins ou spiritueux produits dans le pays auquel appartient la région, ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé, l'importation, l'exportation, ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits ou marchandises portant des appellations régionales contrairement aux lois ou décisions précitées seront interdites par l'Allemagne et réprimées par les mesures prescrites à l'article qui précède. »

La portée de ces deux articles est très large : ce sont tous les produits naturels ou fabriqués que l'Allemagne doit garantir contre toute forme de concurrence déloyale. Pour les vins et les spiritueux, l'Allemagne s'obligeait à respecter les lois et les décisions administratives des pays alliés ou associés, et, par conséquent, à renoncer à ses vins de fabrication. Mais il était à penser que les Allemands se montreraient peu soucieux de respecter des clauses qui les gênaient singulièrement. En effet, ils ne mirent aucun empressement à tenir leurs engagements. Il fallut intervenir de nouveau. L'Allemagne, se résignant à mettre sa

législation d'accord avec les stipulations du traité de Versailles, a promulgué, le 17 février 1923, une loi modifiant la « Loi sur les vins » du 7 avril 1909. Voici les dispositions essentielles du texte :

1) Les prescriptions de la loi de 1919 relatives aux coupages ne s'appliquent plus aux appellations d'origine françaises et portugaises;

2) Le mot « kognak » est remplacé par le mot « weinbrand ».

Remarquons-le, l'Allemagne ne reconnaît pas le respect dû aux appellations d'origine en matière viticole d'une façon générale; elle crée un droit spécial en faveur des vins français et portugais, mais, en ce qui concerne les autres vins étrangers, elle conserve ses textes antérieurs.

Pour les spiritueux, les dispositions adoptées sont plus radicales, le mot cognac recouvre son caractère d'appellation d'origine.

Depuis cette date, l'Allemagne a pris une décision très importante, décision devant laquelle elle avait toujours reculé jusqu'alors. Nous voulons parler de son adhésion à l'arrangement de Madrid, notifiée aux pays contractants le 12 mai 1925, et rendue effective depuis le 12 juin 1925.

Nous pouvons nous déclarer satisfaits. Il reste seulement à veiller à l'exécution des textes (1).

(1) Des stipulations analogues à celles exigées de l'Allemagne lors du Traité de Paix se retrouvent dans les articles 226 et 227 du traité de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, dans l'article 210 du traité de Trianon avec la Hongrie, dans les articles 154 et 155 du traité de Neuilly-sur-Seine avec la Bulgarie, et dans les articles 266 et 267 du traité de Sèvres avec la Turquie.

La protection des appellations d'origine dans les assemblées internationales

Indépendamment de toutes ces conventions, nous trouvons la question de protection des appellations d'origine soulevée dans de nombreux travaux internationaux.

C'est ainsi que la Société des Nations s'en est préoccupée à l'occasion de ses travaux pour la suppression de la concurrence déloyale. Mais la conception qu'elle s'en fait est loin de nous satisfaire.

Voici les conclusions soumises à ce sujet par le comité économique au conseil de la Société des Nations le 19 avril 1922 :

« 1. Il y a lieu de sauvegarder d'une façon spéciale les appellations régionales de produits qui tirent leurs propriétés particulières du sol et du climat d'une région donnée.

« 2. Si l'on essaie d'assurer cette sauvegarde, il faut bien se garder de perpétuer des monopoles locaux qui ne peuvent véritablement se justifier par des causes naturelles. Un pareil résultat entraînerait des dommages sérieux pour l'intérêt général.

« 3. Pour les raisons alléguées plus haut, il n'est

pas désirable d'inviter tous les états qui font partie de la Société à conclure un accord général tendant à reconnaître toutes les appellations régionales qui peuvent faire l'objet de mesures d'ordre législatif ou administratif dans l'un quelconque des états.

« 4. Un accord international sur cette question ne devrait donc avoir qu'un caractère d'essai et d'expérience; il pourrait, dans le premier cas, être limité à un vœu recommandant que les pays concluent autant que possible des accords réciproques sur la question des appellations régionales qu'ils sont prêts à reconnaître à juste titre.

« 5. Les accords réciproques de ce genre ne seront pas nécessairement limités aux produits de la vigne; ils pourraient s'étendre à tous les produits qui tirent leurs propriétés d'un sol et d'un climat possédant une nature particulière. »

La France protesta lorsque ces conclusions lui furent communiquées, car elles font preuve d'une suspicion à l'égard des appellations d'origine et d'une étroitesse de tendance dans la protection à leur accorder extrêmement regrettable.

Cependant, ce texte est très intéressant à plusieurs points de vue. D'abord, il nous permet de constater que la question des appellations d'origine intéresse tous les esprits, et qu'on lui fait une place dans les préoccupations internationales.

Ensuite, il nous fait faire une constatation regrettable, mais dont nous pouvons tirer profit : Beaucoup de pays sont encore, sinon hostiles à la protection des appellations d'origine, du moins hésitants à en-

trer dans cette voie. Après avoir proclamé comme principe la nécessité de sauvegarder les appellations régionales, ils y ajoutent des restrictions qui montrent combien ils redoutent cette protection, propre disent-ils à « perpétuer des monopoles locaux », et dangereuse « pour l'intérêt général ».

La façon même dont le texte est rédigé nous fait saisir avec beaucoup de netteté une des raisons de l'opposition à laquelle se heurte la protection des appellations d'origine en droit international. Cette raison, c'est l'incertitude planant sur la définition de la notion d'origine, et, par conséquent, sur l'étendue de l'engagement à souscrire.

Beaucoup de pays reculent devant un engagement dont ils ne peuvent pas apprécier la portée. S'agit-il uniquement de protéger des produits tirant leurs propriétés particulières du sol et du climat d'une région donnée ? Ne faut-il pas en même temps établir un privilège au profit de produits manufacturés, au profit de certaines techniques de fabrication ? On peut consentir à répondre affirmativement en présence de la première hypothèse, et refuser de s'engager à respecter la seconde.

C'est dans cet esprit que sont rédigées les conclusions du comité économique, et elles nous montrent combien il est nécessaire de définir avec beaucoup de soin la notion d'origine sur le terrain international comme sur le terrain national.

Le congrès de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle s'est réuni à

Genève, du 8 au 10 juin 1927. L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie y étaient représentés.

Le congrès a reconnu qu'il était juste de protéger les appellations de tous les produits tirant du sol et du climat leurs qualités particulières. Il a émis un vœu tendant à ce que la convention d'union de la propriété industrielle soit modifiée de façon à assurer la protection de toutes les appellations géographiques de provenance, lorsqu'elles ne seront pas reconnues génériques par le pays auquel elles appartiennent.

Cette résolution très importante nous montre combien notre principe a fait de progrès pendant les dernières années, et nous permet d'espérer le voir bientôt triompher.

L'office international du vin

Nous ne saurions terminer notre étude sans dire quelques mots de l'Office international du vin.

La création d'un Office international du vin fut préconisée pour la première fois il y a une dizaine d'années. Lors de la conférence internationale du vin, qui tint ses assises à Paris, du 4 au 6 juin 1923, et à laquelle assistaient des représentants de la France, de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce et du Portugal, cette idée fut reprise, et les délégués reconnurent, d'un commun accord, la nécessité pour les états viticoles de créer et d'entretenir à frais commun un Office international permanent. La conférence désigna une commission spéciale chargée d'établir un projet de règlement pour l'organisation et le fonctionnement de cet Office.

Une deuxième conférence, comprenant six nouveaux adhérents : l'Autriche, le Chili, la Hongrie, le Luxembourg, le Mexique et la Tunisie, se réunit à Paris du 30 juin au 5 juillet 1924, examina le projet, apporta quelques modifications au programme d'action de l'Office, et se mit d'accord sur un arrangement qui porte la date du 29 novembre 1924.

L'Office international du vin a pour but de démontrer les effets bienfaisants du vin, de protéger les intérêts viticoles, d'assurer la protection des appel-

lations d'origine des vins. Il garantira la pureté et l'authenticité des produits, notamment au moyen de certificats d'origine délivrés conformément aux lois nationales; enfin, il réprimera les fraudes et la concurrence déloyale « par la saisie des produits qui se présenteraient contrairement à la loi et par les actions civiles et correctionnelles, individuelles ou collectives, pour faire interdire des pratiques illicites, indemniser les intéressés qui en feraient la demande et punir les auteurs des fraudes ».

Cet Office sera extrêmement utile au point de vue qui nous intéresse. Groupant les principaux pays producteurs de vin, il pourra exercer une action efficace et convaincre les nations du rôle utile et bienfaisant du vin, surtout des vins dont la qualité est garantie par une appellation connue.

L'Office international du vin fonctionnera quand cinq états au moins auront ratifié la signature de leur délégué à la conférence de 1924.

L'Espagne a ratifié le 31 décembre 1926.

La France a approuvé la création, à Paris, d'un Office international du vin par la loi du 15 avril 1927, et, en conséquence, le Président de la République a ratifié l'arrangement le 21 juin 1927.

Des démarches sont faites auprès des autres états signataires pour obtenir leur adhésion officielle.

CONCLUSION

Nous avons passé très rapidement en revue les différents textes s'occupant de la protection internationale des appellations d'origine, et nous pouvons ainsi mesurer tout le chemin parcouru dans cette voie depuis une trentaine d'années.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Nous trouvons cette protection mentionnée et disséminée un peu partout. Certains textes la consacrant sont plus ou moins scrupuleusement respectés, d'autres sont applicables seulement à une puissance étrangère, les autres sont encore à l'état de projets, de vœux, ou incomplètement organisés. Enfin, certains pays y sont encore rebelles.

Or, le but auquel nous désirons arriver, c'est l'unification des mesures de protection applicables aux appellations d'origine en droit international. Nous en sommes loin, et pourtant nous pouvons espérer l'atteindre. Ce sera le résultat d'une évolution déjà avancée et à laquelle nous pouvons contribuer.

Dans tous les accords économiques que nous sommes amenés à conclure avec les autres pays, nous devons faire insérer des clauses de protection pour nos appellations d'origine. Nous les amènerons ainsi à la reconnaissance et au respect du principe et, de là, tout naturellement, à donner leur adhésion aux con-

ventions internationales qui nous rapprochent peu à peu de l'unité de législation.

Encore faut-il que ces pays puissent mesurer exactement la portée de leurs engagements et qu'ils sachent à quoi s'étend la protection qu'on réclame d'eux. Il est du plus haut intérêt pour eux de savoir à quelle conception répond la notion d'origine, il est indispensable au cours des travaux internationaux de pouvoir leur donner une définition des appellations d'origine reposant sur des principes acceptables pour tous.

Jusqu'à présent, dans les conventions internationales, le plus haut degré de protection accordé par les autres puissances s'est limité « à tous les produits qui tirent du sol ou du climat leurs qualités particulières ». Aucun pays ne doit pouvoir refuser de souscrire à la notion d'origine ainsi entendue. Elle ne leur porte aucun préjudice, puisqu'elle défend des qualités inhérentes à un lieu — et à un milieu — géographique bien délimités dans l'espace et qu'ils n'ont aucune possibilité de pouvoir s'approprier. Par contre, elle a l'avantage de leur certifier qu'ils utilisent des produits de première qualité, obtenus dans d'excellentes conditions.

Mais on conçoit leurs hésitations, leur résistance à protéger les procédés de fabrication usités dans telle ou telle région. Ils considèrent, à juste titre, que c'est une entrave arbitraire apportée au libre jeu de la concurrence, au progrès économique international. C'est à cette conception que peuvent s'appliquer justement les expressions de « monopoles

locaux nuisibles à l'intérêt général », qui n'ont aucune signification lorsqu'elles s'appliquent à des produits devant à l'origine locale — origine mise en valeur par certains usages de production — leur caractéristique et leur excellence.

Vu : Le Président,

J. HITIER.

Vu : Le Doyen,

BERTHELEMY..

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

ANNEXES

LOI DU 6 MAI 1919

relative à la protection des appellations d'origine

(Journal officiel du 6 mai 1919)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ACTIONS CIVILES

Article premier. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

Art. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

Art. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms, profession et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défenseur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours

après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier pourra intervenir dans l'instance.

Art. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la Cour que quinze jours après ces insertions.

Art. 6. — Les arrêts de la cour d'appel pourront être déferés à la Cour de cassation.

En cas de pourvoi devant la Cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article premier.

Le pourvoi sera suspensif.

Art. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune, ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

ACTIONS CORRECTIONNELLES

Art. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes, sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le Tribunal pourra en outre ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extraits dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte sera puni des mêmes peines.

Art. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'ar-

ticle premier, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX APPELLATIONS
D'ORIGINE S'APPLIQUANT AUX VINS
ET AUX EAUX-DE-VIE

Art. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Art. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le Service chargé de la protection des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement procédera à l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants, lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

L'enregistrement de ces déclarations, prévu au deuxième paragraphe du présent article, ainsi que leur insertion dans un recueil officiel donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

Art. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie, ou plus généralement toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produit et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du Service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrée et de sortie sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appella-

tions plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits susceptibles d'être vendus avec la désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe premier du présent article et inscrites à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article et, en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront, par décret soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

Art. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

Art. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 24 ci-dessous devra en faire la déclaration, tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

Art. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai

courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans des locaux séparés n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication, excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX VINS MOUSSEUX

Art. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés sans aucune communication, autre que par la voie publique, avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

Art. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, et jusqu'au jugement définitif s'il y a contestation, les vins mousseux auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication, excepté par la voie publique.

Art. 18. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi, est accordé pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 :

1° Font ou ont fait, depuis le 1^{er} avril 1914, à la fois

le commerce des vins devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation ;

2° N'ont qu'un seul magasin ou, s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans le même délai de trois mois de la promulgation de la présente loi, les récoltants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1908 pourront faire la déclaration prévue à l'article 11 ci-dessus.

Art. 19. — Par exception aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

Art. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot, aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Art. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vin mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aurait été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation devront porter, en caractères très apparents, la mention « vin mousseux gazéifié ».

Art. 22. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du

jugement de condamnation intégralement ou par extrait, dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'article 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

Art. 23. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Art. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1° L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales;

2° L'article premier de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3° La loi du 10 février 1911 ;

4° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Art. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Fait à Paris, le 6 mai 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Agriculture
et du Ravitaillement,*

*Le Ministre des Finances,
L.-L. KLOTZ.*

Victor BORET.

LOI DU 26 JUILLET 1925

(concernant le roquefort)

Article premier. — Il est interdit de fabriquer, exposer, transporter, mettre en vente ou vendre, détenir, importer, exporter, sous le nom de « roquefort », avec ou sans addition nominale ou qualificative, un fromage autre que celui qui aura été :

a) Préparé et fabriqué exclusivement avec du lait de brebis ;

b) Fabriqué et affiné conformément aux usages locaux, loyaux et constants, en ce qui concerne tant le lieu de cet affinage que la méthode employée.

Art. 2. — La zone de production du lait de brebis entrant dans la composition du roquefort est limitée aux zones actuelles françaises de production et aux zones de la France métropolitaine présentant les mêmes caractéristiques de races ovines d'herbages et de climat.

Art. 3. — Tout fabricant qui entend donner à ses produits l'appellation « roquefort » est tenu d'en faire la déclaration à la mairie de la commune du lieu d'affinage.

Art. 4. — Sont interdites :

La pénétration, réception ou présence de tout lait autre que le lait de brebis, de tout produit fromager provenant d'un autre lait que le lait de brebis, dans les fromageries, les laiteries et locaux d'affinage où est préparé, fabriqué et affiné le fromage de Roquefort.

Art. 5. — Sauf en ce qui concerne les besoins de la consommation locale, sont interdits sur tout le territoire de la commune du lieu d'affinage, la pénétration, la transformation, l'affinage, la vente de tout produit lactogène ou fromage de lait autre que celui de brebis.

Art. 6. — Les infractions à la présente loi seront punies des peines prévues par les articles 8 et 22 de la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine, sans préjudice de l'application aux faits relevés des pénalités de la loi du 1^{er} août 1905 et de toutes autres dispositions législatives. L'article 463 du Code pénal est applicable à ces infractions.

LOI DU 22 JUILLET 1927

*complétant la loi du 6 mai 1919, relative à la protection
des appellations d'origine
(Journal officiel du 27 juillet 1927.)*

Article premier. — L'article 6 de la loi du 6 mai 1919 est modifié de la manière suivante :

« Les arrêts de la cour d'appel pourront être déférés à la Cour de cassation.

« La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi, sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par la présente loi.

« Le pourvoi sera suspensif. »

Art. 2. — L'article 7 de la même loi est ainsi modifié :

« Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même région, de la même commune, ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune. »

Art. 3. — L'article 10 de la même loi est complété par les dispositions suivantes :

« Indépendamment des prescriptions relatives à l'origine, contenues à l'article premier de la présente loi, aucun vin n'a droit à une appellation d'origine régionale ou locale s'il ne provient de cépages et d'une aire de production consacrée par des usages locaux, loyaux et constants.

« L'aire de production est la surface comprenant les communes ou parties de communes propres à produire le vin de l'appellation.

« Les vins provenant des hybrides producteurs directs n'ont, en aucun cas, droit à une appellation d'origine. »

Art. 4. — Le second paragraphe de l'article 12 de la même loi est modifié comme suit :

« Les inscriptions d'entrée et de sortie seront faites de suite et sans aucun blanc sur ce registre qui devra être conservé pendant cinq ans. Elles indiqueront... » (Le reste sans changement.)

« Le quatrième paragraphe du même article 12 commençant par ces mots :

« Les quantités, espèces et dénominations... » est abrogé.

Art. 5. — L'article 17 de la même loi est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 17.* — L'appellation d'origine « champagne » n'est applicable qu'aux vins rendus mousseux par fermentation en bouteilles qui sont récoltés et entièrement manipulés dans les limites de la Champagne viticole et qui proviennent d'une aire de production et de cépages répondant aux conditions ci-après énoncées.

« Est subordonné aux mêmes conditions l'emploi de toutes dénominations dérivées du mot « champagne ». Toutefois est autorisée la dénomination « méthode champenoise » pour les vins autres que les vins de Champagne rendus mousseux par la fermentation naturelle en bouteilles. Les vins rendus mousseux par la fermentation en grands récipients devront, sur l'étiquette, porter la mention « vins mousseux produits en cuve close ».

« La Champagne viticole comprend exclusivement :

« 1° Les territoires définis au décret du 17 décembre 1908 ;

« 2° Les communes de l'ancienne province de Champagne et de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, non comprises audit décret, mais, pour lesquelles l'appellation « champagne » a été revendiquée dans une ou plusieurs déclarations de récoltes faites de 1919 à 1924 inclusivement, selon les modalités prescrites à l'article 11 de la présente loi ;

« 3° Les communes de Cunfin, Trames et Précý-Saint-Martin (Aube).

« Dans ces territoires et communes, seuls les terrains actuellement plantés en vignes ou qui y ont été consacrés avant l'invasion phylloxérique peuvent conférer à leurs vins le droit à l'appellation « champagne ».

« Les seuls raisins propres à la champagnisation sont ceux qui proviennent des cépages suivants : les diverses variétés de pinot, l'arbanne, le petit meslier.

« A titre transitoire et pendant une période de dix-huit ans à partir de la promulgation de la présente loi, le vin provenant du gamay et des autres plants français (non compris les hybrides producteurs directs) seront tolérés dans

les cuvées de champagne, mais seulement s'ils proviennent de vignes actuellement plantées. Passé ce délai de dix-huit ans, ces plans seront exclus et les vins qui en proviendront n'auront plus droit à l'appellation « champagne ».

Art. 6. — L'article 18 de la même loi est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 18.* — Le Ministre de l'Agriculture détermine les conditions dans lesquelles sera établie, dans chaque département et pour toutes les communes prévues au présent article, la liste des terrains susceptibles d'être admis à conférer à leurs vins l'appellation « champagne », d'après les principes posés audit article. Les terrains seront désignés par référence aux lieux-dits, sections et numéros du cadastre.

« Si aucun terrain ne paraît remplir dans la commune les conditions exigées pour avoir droit à l'appellation « champagne », le procès-verbal, dressé dans les conditions ci-dessus fixées, devra le constater.

« La liste des terrains susceptibles d'être admis, ou le procès-verbal visé au précédent paragraphe, sera déposé à la mairie.

« Avis de ce dépôt, suivi du texte du présent article, sera affiché à la porte de la mairie et publié dans deux journaux quotidiens d'annonces légales du département. Toutes personnes intéressées pourront en prendre connaissance et adresser, dans un délai de trois mois à partir de cette publication, à peine de forclusion, leurs observations ou réclamations au préfet, qui en donnera récépissé.

« A l'expiration de ce délai de trois mois, une commission interdépartementale se réunira successivement à la préfecture de chacun des départements, sous la présidence d'un membre de la chambre d'agriculture par elle désigné et qui ne soit ni propriétaire dans la commune, ni viticulteur. Cette commission comprendra trois délégués des syndicats viticoles de la Marne et de l'Aisne et trois délégués des syndicats viticoles de l'Aube, élus dans chaque département par la fédération des syndicats viticoles. Le directeur des services agricoles du département où siège la commission fera fonctions de secrétaire rapporteur avec voix consultative. »

« Les dossiers seront communiqués à la commission avec les protestations ou réclamations s'il en est produit. Elle entendra tous les intéressés qui auraient fait connaître leur intention de présenter des observations et, d'une façon géné-

rale, usera de tous les moyens d'investigations qui lui paraîtront nécessaires.

« Elle statuera à la majorité de ses membres sur toutes les contestations qui lui seront soumises et déterminera, de façon définitive, par une décision spéciale pour chaque constat, la liste des terrains constituant l'aire de production, ou constate, si il n'existe dans la commune aucun terrain répondant aux conditions fixées par l'article 17 de la présente loi.

« La décision de la commission interdépartementale sera rédigée en trois exemplaires, dont l'un sera déposé à la mairie de la commune et un autre aux archives départementales, où tout intéressé pourra les consulter et s'en faire délivrer copie.

« Les frais déterminés par l'application des prescriptions ci-dessus seront supportés par chacun des départements intéressés pour la part qui le concerne.

« Les décisions des commissions interdépartementales (troisième exemplaire) seront centralisées au Ministère de l'Agriculture et publiées dans les termes de l'article 11 de la présente loi. »

Art. 7. — L'article 20 de la même loi est modifié comme suit :

« *Art. 20.* — Les raisins et les vins en cercles destinés à la fabrication du champagne et remplissant les conditions d'origine et d'aire de production et de cépages exigées par l'article 17 ci-dessus ne peuvent être expédiés avec un titre de régie portant l'appellation « champagne » que d'une localité comprise dans la Champagne viticole, et seulement à destination d'une autre localité située également en Champagne viticole.

« Toutefois les vins non mousseux et non destinés à la fabrication du champagne, récoltés dans la Champagne viticole et remplissant les conditions d'origine, d'aire de production et de cépages, pourront circuler en dehors de la zone ci-dessus indiquée, avec la mention « vin originaire de la Champagne viticole ».

« Les vins de Champagne ne pourront sortir du magasin séparé, visé à l'article 16, qu'en bouteilles revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot, aussi en caractères très apparents.

« Les bouteilles contenant des vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille. »

Art. 8. — L'article 22, § 1^{er}, de la même loi est modifié ainsi qu'il suit :

« Les infractions aux dispositions des articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20 et 21... (le reste sans changement). »

« Au dernier paragraphe de l'article 24 de la même loi, les mots :

... « 17 décembre 1908, 7 juin 1911 »... sont supprimés.

En outre, il est ajouté audit article 24 une disposition finale ainsi conçue :

« A partir du moment où l'aire de production du champagne aurait été déterminée conformément aux dispositions des articles 17 et 18 ci-dessus, cesseront d'être en vigueur et d'avoir effet toutes dispositions des lois, décrets ou décisions antérieures en tant qu'elles sont contraires aux prescriptions de la présente loi. »

« A titre transitoire, les vins qui sont en la possession des récoltants des communes de l'ancien comté de Bar-sur-Seine, réintégrées dans les termes de l'article 5 ci-dessus, auront droit d'accès dans les caves réservées au vin de Champagne, conformément à l'article 16 de la loi du 6 mai 1919, à la condition d'avoir fait l'objet d'une déclaration de récolte régulière avant le 1^{er} avril 1927. »

Art. 9. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

UNION GÉNÉRALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

révisée à la Conférence Internationale de La Haye
(Octobre-novembre 1925.)

Article premier. — Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

La protection de la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.

La propriété industrielle s'entend dans l'acception la plus large, et s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles (vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, etc.) et extractives (minéraux, eaux minérales, etc., etc.).

Art. 10. — Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité ou d'un pays déterminé, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Sera en tout cas reconnu comme partie intéressée, que ce soit une personne physique ou morale, tout producteur, fabricant ou commerçant engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située, soit dans le pays faussement indiqué.

Art. 10 bis. — Les pays contractants sont tenus d'assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

Constitue un acte de concurrence déloyale tout acte de concurrence contraire aux usages honnêtes en matière industrielle ou commerciale.

Notamment devront être interdits :

1° Tous faits quelconques de nature à créer une confusion par n'importe quel moyen avec les produits d'un concurrent ;

2° Les allégations fausses, dans l'exercice du commerce, de nature à discréditer les produits d'un concurrent.

Art. 10 ter. — Les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays de l'Union des recours légaux appropriés pour réprimer efficacement tous les actes visés aux articles 9, 10 et 10 *bis*.

Ils s'engagent, en outre, à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et associations, représentant l'industrie ou le commerce intéressé et dont l'existence n'est pas contraire aux lois de leur pays, d'agir en justice ou auprès des autorités administratives, en vue de la répression des actes prévus par les articles 9, 10 et 10 *bis*, dans la mesure où la loi du pays dans lequel la protection est réclamée le permet aux syndicats et associations de ce pays.

UNION RESTREINTE CONCERNANT LES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE

révisée à la Conférence Internationale de La Haye

(Octobre-novembre 1925.)

Article premier. — Tout produit portant une fausse indication de provenance dans laquelle un des pays contractants, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits pays.

La saisie sera également effectuée dans le pays où la fausse indication de provenance aura été apposée, ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'intérieur, cette saisie sera remplacée par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux.

A défaut de sanctions spéciales assurant la répression des fausses indications de provenance, les sanctions prévues par les dispositions correspondantes des lois sur les marques ou les noms commerciaux seront applicables.

Art. 2. — La saisie aura lieu à la diligence de l'Administration des Douanes qui avertira immédiatement l'intéressé, personne physique ou morale, pour lui permettre de régulariser, s'il le désire, la saisie opérée conservatoirement; toutefois, le Ministère public ou toute autre autorité compétente pourra requérir la saisie, soit à la demande de la partie lésée, soit d'office; la procédure suivra alors son cours ordinaire.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Art. 3. — Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente;

mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, *du pays ou du lieu* de fabrication ou de production, ou d'une autre indication suffisante pour éviter toute erreur sur l'origine véritable des marchandises.

Art. 4. — Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

Art. 5. — Les Etats de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention générale.

Les stipulations de l'article 16 *bis* de la Convention d'Union s'appliquent au présent Arrangement.

Art. 6. — Le présent acte sera ratifié et les ratifications en seront déposées à La Haye au plus tard de 1^{er} mai 1928.

Il entrera en vigueur, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après cette date et aura la même force et durée que la Convention générale. Toutefois, si auparavant il était ratifié par six pays au moins, il entrerait en vigueur, entre ces pays, un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les pays qui ratifieraient ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

Le présent acte remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié, l'arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891 et révisé à Washington le 2 juin 1911. Ce dernier restera en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent acte.

BIBLIOGRAPHIE

* *Recueil des principaux textes et documents relatifs à la protection des appellations d'origine* publié par le Ministère de l'Agriculture.

Traité des appellations d'origine (Jacq et Plaisant).

Les Appellations d'origine, loi du 6 mai 1919 (Guérillon, Paris 1919).

L'Expansion Economique.

La Conférence Internationale du Vin (Paris 1923).

Le Journal Officiel.

Les Débats Parlementaires.

La Feuille Vinicole.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

I Historique	17
II La loi du 6 mai 1919	23
III Les principes de l'article 1 ^{er} (loi du 6 mai 1919)...	31
IV La loi sur le roquefort et la proposition de loi Capus	51
V La sentence arbitrale de M. Barthe	59
VI La loi du 22 juillet 1927	63
VII Conclusions	71

DEUXIEME PARTIE (Droit International)

VIII Introduction	75
IX La législation française concernant les produits étrangers	81
X Les conventions internationales	85
XI Les conventions bilatérales	89
XII Nos relations avec l'Allemagne	93
XIII La protection des appellations d'origine dans les assemblées internationales	97
XIV L'Office International du Vin	101
XV Conclusion	103

IMPRIMERIE DE LA PRESSE FRANÇAISE

144, rue Montmartre

PARIS

